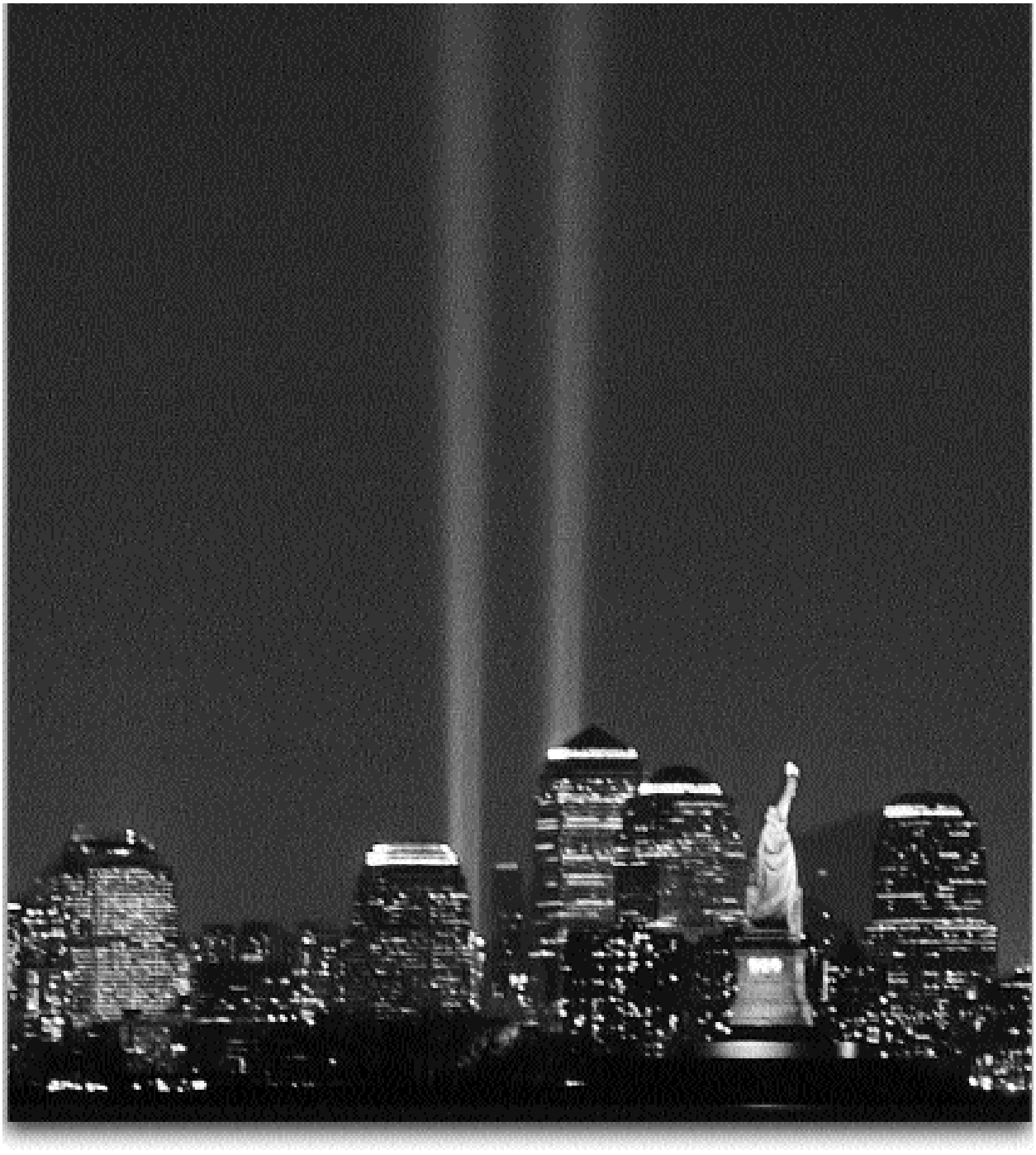
# 11 Septembre
# Un an plus tard



Revue électronique spéciale du département d'Etat des Etats-Unis

Septembre 2002

*« Les Américains demandent : qu'attend-on de nous ? Je vous demande de vivre votre vie et d'embrasser vos enfants. Je sais que, ce soir, de nombreux citoyens éprouvent des craintes, mais je vous demande de rester calmes et résolus, même face à une menace persistante.*

*Je vous demande de défendre les valeurs de l'Amérique, et de vous souvenir pourquoi tant de gens sont venus ici. Personne ne doit subir de traitement injuste ou se voir adresser des propos désobligeants du fait de son origine ethnique ou de sa religion.*

*Je vous demande de continuer à soutenir les victimes de cette tragédie avec vos contributions […]*

*Je vous demande d'être patients avec les retards et autres inconvénients qui risquent de découler du renforcement de la sécurité. Je vous demande de vous armer de patience pour cette lutte qui sera longue.*

*Je vous demande de continuer à participer à la vie économique et de continuer d'avoir confiance dans l'économie américaine. Les terroristes ont attaqué un symbole de la prospérité américaine. Ils n'ont pas touché sa source. L'Amérique connaît le succès grâce à son travail, à sa créativité et à l'esprit d'entreprise de son peuple. Ces qualités faisaient la force de notre économie avant le 11 septembre, et elles la font aujourd'hui. »*

Le président George W. Bush,
dans un discours prononcé le 20 septembre 2001
devant le Congrès réuni en séance plénière

Au cours des douze derniers mois, les Américains ont répondu aux attentes du président en montrant de milliers de façons différentes leur détermination et la profondeur des valeurs qui leur sont chères. Cette revue électronique examine certains des changements intervenus dans la façon de penser et d'agir des Américains depuis le 11 septembre, jour marquant l'une des pires tragédies, l'un des plus grands défis et l'un des événements les plus unificateurs de l'histoire des Etats-Unis.

Note de la rédaction

Illustration de couverture – Sur le site du World Trade Center, à New York, six mois après l'attentat, deux faisceaux lumineux symbolisent les tours jumelles tombées. (Photo : AP Wide World/Daniel Hulshizer)

# 11 septembre : un an plus tard

*Revue électronique spéciale du département d'Etat des Etats-Unis*
*Septembre 2002*

# sommaire


L'évolution de la pensée stratégique des Etats-Unis depuis le 11 septembre . . . . . .5
Les attaques terroristes ont transformé l'environnement en matière de sécurité internationale et ont obligé les Etats-Unis à adopter une nouvelle stratégie globale.
*Robert Lieber, professeur de gestion publique et de politique étrangère à l'université de Georgetown à Washington*

La facture du terrorisme . . . . . .10
Al-Qaida a lancé une attaque contre la démocratie capitaliste, mais elle a échoué.
*Brian Wesbury, économiste en chef de la société d'investissement Griffin, Kubic, Stephens et Thompson*

En rendant l'espoir, on étouffe le terrorisme dans l'œuf . . . . . .15
Les attaques terroristes du 11 septembre ont redonné corps à la vieille théorie selon laquelle la pauvreté engendre un terrain propice au terrorisme. Les bailleurs de fonds – gouvernements, donateurs privés et entreprises – font preuve d'une vigueur renouvelée pour donner de l'espoir et des débouchés aux populations les plus pauvres du monde.
*Un entretien avec George Carpenter, directeur des Programmes de développement durable pour la société Procter & Gamble et Robert Pelant, directeur des programmes ciblant l'Asie et le Pacifique Sud pour l'organisation à but non lucratif Heifer International*

Les droits de l'individu versus les impératifs de sécurité nationale : un équilibre crucial . . . . . .21
La constitutionnalité de certaines mesures prises dans le cadre de la guerre contre le terrorisme menée par les Etats-Unis donne lieu à un vigoureux débat.
*Mark Blitz, professeur de philosophie politique, titulaire de la chaire Fletcher Jones, Claremont McKenna College, Claremont (Californie)*

La réfection du Pentagone illustre le ressort de l'Amérique . . . . . .24
Les terroristes se sont attaqués au Pentagone, ce symbole de la puissance militaire des Etats-Unis, mais grâce au travail sans relâche de centaines d'ouvriers, la remise en état du bâtiment est pratiquement terminée, et moins d'un an après l'attaque du 11 septembre, près de quatre mille employés vont retrouver leurs bureaux.
*Jacquelyn Porth*

L'âme d'un patriote : le 11 septembre et la liberté aux Etats-Unis . . . . . .27
Un éminent commentateur et essayiste, examine l'évolution de la pensée nationale depuis les attaques.
*Roger Rosenblatt, professeur d'anglais et de littérature au Southampton College, université de Long Island et essayiste au magazine* Time

## ❑ Faits et chiffres

Chronologie sélective des événements clés qui ont suivi les attaques du 11 septembre 2001 . . . . . .32
Préparée par le Bureau des programmes d'information internationale

Reconstruire l'Afghanistan . . . . . .36
Extraits d'un rapport de l'Agence américaine pour le développement international

Bibliographie . . . . . .39
Sélection de livres, de documents et d'articles en anglais portant sur les attaques du 11 septembre, le terrorisme et les réactions de la communauté internationale.

Sites Internet . . . . . .43
Une liste de sites Internet donnant de plus amples informations sur les attaques du 11 septembre, le terrorisme et les réactions de la communauté internationale.

11 septembre : un an plus tard

*Revue électronique spéciale du département d'Etat des Etats-Unis*
ejglobal@pd.state.gov

Directrice de la publication . . . . . Judith Siegel
Rédacteur en chef. . . . . William Peters
Rédactrice en chef adjointe . . . . . Charlene Porter
Version Internet . . . . . Tim Brown
Rédacteurs adjoints . . . . . Michael Bandler
. . . . . Deborah Brown
. . . . . Jim Fuller
. . . . . Wayne Hall
. . . . . Merle Kellerhals
. . . . . Richard Lundberg
. . . . . Julianne Paunescu
. . . . . Jacquelyn Porth
. . . . . Jonathan Schaffer
. . . . . Rosalie Targonski
. . . . . Andrzej Zwaniecki
Documentation . . . . . Joan Taylor
. . . . . Lynn Scheib
Conception graphique . . . . . Chloe Ellis
Assistante graphique. . . . . Sylvia Scott
Traduction . . . . . Service linguistique IIP/G/AF
Maquette française . . . . . Africa Regional Services, Paris
Conseil de rédaction . . . . . George Clack
. . . . . Judith S. Siegel
. . . . . Leonardo Williams

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine* – ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol ; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante : http://usinfo. state. gov/journals/journals. htm#fr

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :
Editor, Global Issues & Communications
Office of International Information Porgrams
IIP/T/GIC
U.S. Department of State
301 4th Street, SW
Washington, D.C. 20547
United States of America.
Courrier électronique : ejglobal@pd.state.gov

# L'évolution de la pensée stratégique des Etats-Unis depuis le 11 septembre

Robert Lieber

Professeur de gestion publique et de politique étrangère
à l'université de Georgetown, à Washington

La période de l'après-guerre froide, qui a commencé après l'effondrement de l'Union soviétique il y a près de douze ans, a pris fin brutalement ce clair matin du 11 septembre 2001. En un instant, des attaques terroristes coordonnées ont transformé l'environnement en matière de sécurité internationale et dicté l'adoption d'une nouvelle stratégie globale pour les Etats-Unis.

Le 11 septembre a marqué le début d'une ère nouvelle dans la pensée stratégique américaine. Les attaques terroristes lancées ce matin-là ont eu un effet comparable à celui de l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, qui avait propulsé les Etats-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale. Avant le 11 septembre, le gouvernement Bush avait entrepris d'élaborer une nouvelle stratégie de sécurité nationale. Ces activités prenaient place, entre autres, dans le cadre de l'examen quadriennal de la défense. En un instant, toutefois, les attaques du 11 septembre ont transformé l'environnement en matière de sécurité internationale. Une menace radicalement nouvelle devenait soudainement une réalité et obligeait les Etats-Unis à adopter une nouvelle stratégie globale. Cette nouvelle politique, aujourd'hui dénommée « doctrine Bush », cible les menaces que représentent le terrorisme et les armes de destruction massive.

## L'ère de l'après-guerre froide est terminée

Le 11 septembre a mis fin instantanément à l'après-guerre froide qui avait commencé presque jour pour jour 12 ans plus tôt. Cette période avait débuté avec l'ouverture dramatique du mur de Berlin la nuit du 8 novembre 1989, suivie en succession rapide de l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, de la fin de la guerre froide et, en décembre 1991, de l'éclatement de l'Union soviétique. Pour la première fois en plus d'un demi-siècle, les Etats-Unis semblaient ne plus être exposés à une seule menace sérieuse à leur sécurité nationale et à leur style de vie. A la fin des années 1930 et pendant la Deuxième Guerre mondiale, cette menace était venue du fascisme. Pendant la guerre froide, elle provenait de l'Union soviétique et du communisme soviétique. Dans les deux cas, le danger était énorme et sans ambiguïté. Il existait en conséquence, aux Etats-Unis et chez leurs alliés, un vaste consensus au sujet de la présence d'une menace majeure, bien que des divergences se soient parfois manifestées, comme cela a été le

cas pour le Viêt Nam, sur les lignes de conduite spécifiques à adopter.

Au cours de la période allant de 1989 à 2001, nombreux étaient les dangers moindres. Ils comprenaient les conflits ethniques, la prolifération des armements, le terrorisme, l'instabilité politique et financière, les Etats en banqueroute, l'impact des changements climatiques, les maladies infectieuses, et la pauvreté. Bien qu'aucun de ces dangers n'ait pris une place prédominante, les Etats-Unis se sont trouvés entraînés dans un certain nombre d'interventions militaires en réponse à des conflits locaux ou régionaux, comme cela a été le cas pour l'invasion du Koweït par l'Irak (1990-1991), la Somalie (1991-1992), Haïti (1994), la Bosnie (1995) et le Kosovo (1999). Par ailleurs, il y a eu d'autres conflits dans lesquels les Etats-Unis ne sont pas intervenus, les plus notoires étant le génocide au Rwanda (1994), les conflits en Bosnie de 1992 à 1995 et les guerres civiles au Libéria, au Sierra Leone, en République démocratique du Congo (ancien Zaïre) et ailleurs.

On entend par « stratégie globale » les modalités selon lesquelles un pays entend utiliser les divers moyens dont il dispose – moyens militaires, économiques, politiques, technologiques, idéologiques et culturels – pour protéger et promouvoir sa sécurité, ses valeurs et ses intérêts nationaux en général. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, cette stratégie a consisté en une grande alliance, une mobilisation et une guerre générale pour vaincre l'Allemagne nazie et le Japon. Durant la guerre froide, la doctrine de politique étrangère des Etats-Unis tenait en un mot : l'endiguement. Contrairement à ce qu'il en était pendant la guerre froide, la formulation d'une stratégie globale ou d'une doctrine spécifique s'est avérée problématique au cours des années 1990. Contrairement aux quatre décennies de la guerre froide, il n'existait plus de consensus sur la nature des menaces qui visaient les intérêts nationaux américains, ni même sur les caractéristiques de cette nouvelle période. En conséquence, un certain nombre de doctrines provisoires ont été avancées au cours des années 1990, parmi lesquelles des idées sur un nouvel ordre mondial, un multilatéralisme agressif, et une stratégie d'engagement et d'élargissement pour encourager l'expansion des démocraties et des économies de marché. Chacune de ces approches présentait des aspects intéressants, mais aucune ne s'est avérée suffisamment complète ou durable pour en faire une stratégie globale pour l'ère nouvelle.

Rétrospectivement, même en l'absence d'une stratégie globale, trois grands éléments ont conditionné la politique étrangère des Etats-Unis au cours des années de l'après-guerre froide.

Le premier : la suprématie américaine. Avec la disparition de l'Union soviétique, les Etats-Unis se sont retrouvés dans une situation pratiquement sans précédent dans tous les domaines à l'aune desquels on mesure généralement le pouvoir : domaines économique, militaire, technologique et culturel. Aucun autre pays n'approchait de leur niveau et aucun non plus ne semblait présenter une menace dans un avenir proche. Comme l'a écrit l'historien Paul Kennedy, auteur de The Rise and Fall of the Great Powers [Grandeur et chute des grandes puissances], « Rien de tel que cette disparité de puissance n'avait jamais existé ; rien » (London Financial Times, 1er février 2002). Cette prépondérance des Etats-Unis a suscité des réactions d'admiration et de haine.

Le second : en raison de la suprématie américaine et des capacités relativement limitées des entités internationales et régionales telles que les Nations Unies et l'Union européenne, les Etats-Unis se sont vus investis d'un rôle unique face aux problèmes internationaux les plus urgents, qu'il s'agisse de conflits régionaux, d'épuration ethnique, de crises financières ou d'autres questions. Cela ne signifiait pas que les Etats-Unis pourraient ou voudraient faire fonction de gendarme mondial, mais cela signifiait certainement qu'à moins qu'ils n'y prennent une part active, la gestion des problèmes mondiaux les plus dangereux ne pourrait, selon toute vraisemblance, être efficace.

Le troisième : il n'existait apparemment pas de danger spécifique, central et précis. Ceci a eu pour effet de reléguer la politique étrangère à un faible niveau de priorité pour la plupart des Américains ; il était donc plus difficile pour le gouvernement, quel qu'il soit, de recueillir le soutien nécessaire à l'élaboration d'une politique étrangère cohérente ou à l'allocation de ressources importantes à cette fin. A l'étranger, en dépit de la collaboration des alliés pendant la guerre du Golfe contre l'Irak et de leur intervention longtemps attendue dans la guerre civile en Bosnie et contre l'épuration ethnique au Kosovo, l'absence de menace soviétique rendait la coopération plus difficile, car il ne semblait plus y avoir de raisons impératives d'agir collectivement face à un ennemi commun.

## Le défi posé par le 11 septembre

Tout ceci a changé en un jour le 11 septembre 2001. Le terrorisme n'était plus un danger parmi tant d'autres pour les Etats-Unis, mais une menace fondamentale les visant, leur mode de vie et leurs intérêts vitaux. En écrasant trois avions de ligne détournés contre le Pentagone et les tours jumelles du World Trade Center, et en tuant tous les passagers et membres de l'équipage à bord du quatrième avion qui s'est écrasé dans le sud-est de la Pennsylvanie, les terroristes d'Al-Qaida ont voulu faire de l'intimidation politique en perpétrant un assassinat collectif. Reste à déterminer si leur utilisation extrémiste et nihiliste de l'islam en tant que doctrine politique représente le troisième défi totalitaire lancé à l'Amérique après le fascisme et le communisme. Toutefois, la volonté des terroristes de recourir à des tueries et de lancer des attaques, dirigées dans le cas présent contre deux des symboles les plus puissants de la vie commerciale et gouvernementale des Etats-Unis, constitue aujourd'hui un danger grave et clair.

La gravité de la menace est amplifiée par deux facteurs supplémentaires. Premièrement, la froide cruauté et la volonté de massacrer un grand nombre de civils innocents sans le moindre égard pour la morale fait craindre la possibilité de l'utilisation d'armes de destruction massive. Vu la conduite des terroristes et les déclarations de leurs dirigeants, ainsi que des indications que les Etats parrains du terrorisme cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques et nucléaires, il existe à présent un risque que les armes de destruction massive soient utilisées à l'avenir directement contre les Etats-Unis ainsi que contre leurs amis et alliés à l'étranger. Deuxièmement, étant donné que les 19 terroristes à bord des quatre avions détournés se sont suicidés en lançant leurs attaques, les principes de la dissuasion sont maintenant remis en question. Par comparaison, même au plus fort de la guerre froide, les stratèges américains pouvaient faire leurs calculs en se fondant sur l'hypothèse de la rationalité des dirigeants soviétiques et en sachant que ceux-ci ne seraient pas disposés à commettre un suicide nucléaire en lançant une attaque massive contre les Etats-Unis ou leurs alliés. Le 11 septembre, en revanche, remet en question le bien-fondé de cette hypothèse clé.

## Une nouvelle stratégie globale pour les Etats-Unis

Immédiatement après le 11 septembre, le gouvernement Bush a fait porter son attention sur la guerre contre le terrorisme. Sur le front intérieur d'abord, l'administration a demandé et obtenu une résolution conjointe des deux chambres du Congrès autorisant l'emploi des forces armées dans l'exercice de la légitime défense. Selon les termes de la résolution : « Le Président est autorisé à faire usage de toutes les forces nécessaires et appropriées contre les nations, organisations ou personnes qui à son avis ont planifié, autorisé, commis ou appuyé les attaques terroristes qui ont eu lieu le 11 septembre 2001 […] afin de prévenir tout futur acte de terrorisme international contre les Etats-Unis […] »

La résolution a été adoptée par un vote de 98 à 0 au Sénat et de 420 à 1 à la Chambre des représentants. L'opinion publique, qui était très divisée après les élections présidentielles de novembre 2000, s'est largement ralliée pour accorder son appui non seulement aux efforts de guerre, mais au président lui-même.

En second lieu, les Etats-Unis ont demandé et obtenu un vote unanime du Conseil de sécurité des Nations Unies le 28 septembre. La résolution 1373, adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies qui accorde une large autorité au Conseil de sécurité pour appliquer ses décisions et qui rend la résolution obligatoire pour tous les Etats membres des Nations Unies, exige que tous les Etats membres criminalisent les activités financières d'Al-Qaida, partagent les informations relevant du renseignement et prennent des mesures pour s'opposer aux déplacements des terroristes. Bien que cette résolution ait un effet plus symbolique que pratique, elle confère une légitimité multilatérale à la lutte contre le terrorisme menée par les Américains.

Enfin, les 19 membres de l'OTAN ont invoqué pour la première fois de l'histoire de l'alliance l'article V du Traité de l'Atlantique Nord, article selon lequel une attaque contre l'un des Etats membres est considérée comme une attaque contre tous, et qui exige des Etats qu'ils passent à l'action dans le cadre de leurs procédures constitutionnelles respectives. Au total, ce sont 16 des 19 pays de l'OTAN qui ont contribué du personnel à la campagne en Afghanistan, bien que celle-ci n'ait pas été officiellement une opération de l'OTAN. Une coopération supplémentaire dans les domaines politiques, militaires et du renseignement a également été fournie par un grand nombre d'Etats, dont la Russie, la Chine et beaucoup des pays voisins de l'Afghanistan en Asie et au Proche-Orient.

Dans les mois qui ont suivi, l'Armée de l'air et les Forces spéciales américaines, venant appuyer l'opposition afghane, ont rapidement vaincu le régime taliban qui

contrôlait l'Afghanistan avec ses alliés d'Al-Qaida. Cette victoire, remportée bien plus rapidement et avec des pertes bien inférieures à ce que prévoyaient de nombreux observateurs, a été joyeusement accueillie par les populations locales, qui se sont considérées libérées du régime oppressif des talibans.

Dès les premiers temps, toutefois, le président a déclaré sans ambages que la guerre contre le terrorisme serait longue et, en janvier 2002, prenant la parole devant les deux chambres du Congrès réunies en séance plénière, il a exposé ce que l'on a rapidement appelé « la doctrine Bush ».

« […] Nous devons fermer les camps d'entraînement, déjouer les plans des terroristes et faire comparaître ces derniers devant la justice. […] Nous devons empêcher les terroristes et les gouvernements qui cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires de menacer les Etats-Unis et le monde […] mais le temps n'est pas notre allié. Nous n'attendrons pas que des incidents surviennent alors que le danger s'intensifie. Nous ne resterons pas inactifs face à un danger qui se rapproche de plus en plus. Les Etats-Unis d'Amérique ne permettront pas aux gouvernements les plus dangereux du monde de les menacer avec les armes les plus destructives du monde […] » (Discours du président Bush sur l'état de l'Union, 29 janvier 2002.)

Cette doctrine comprend deux composantes essentielles. La première est un sentiment d'urgence exprimé par la remarque « le temps n'est pas notre allié ». La deuxième est que le danger spécifique résultant des armes de destruction massive exige que les Etats-Unis soient prêts à prendre des mesures rapides, décisives et préventives. Ces deux impératifs reflètent la conviction que les risques de passer à l'action, quels qu'ils soient, sont moins grands que ceux de l'inaction. Par ailleurs, le président a noté clairement que la menace provient d'une poignée de pays, en particulier de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, qu'il a qualifiés d'axe maléfique. Ce qui est préoccupant, ce n'est pas seulement que ces pays acquièrent des armes de destruction massive, mais également qu'ils en arrivent à mettre ces armes à la disposition d'autres éléments, notamment de groupes de terroristes tels qu'Al-Qaida.

Au cours des mois qui ont suivi les attentats, les hauts responsables de la politique étrangère, ainsi que le président, ont étayé l'approche du gouvernement, y compris la possibilité d'une action préventive, option préférable à l'attente passive d'une autre attaque contre les Etats-Unis ou leurs alliés avant de riposter. C'est ainsi, par exemple, que le ministre de la défense Donald Rumsfeld a fait remarquer : « Un terroriste peut attaquer à n'importe quel moment et n'importe où en employant une variété de techniques. Il est matériellement impossible de défendre tous les lieux en tous temps […] Lorsqu'il s'agit de quelque chose comme le charbon ou la variole ou l'arme chimique ou les armes à éléments radioactifs ou l'assassinat de milliers de personnes au World Trade Center, même la Charte des Nations Unies prévoit le droit à la légitime défense. Et la seule manière efficace de se défendre est de porter la bataille là où les terroristes se trouvent […] L'attaque préventive par les forces armées est donc maintenant une idée valable. » (Interview, Jim Lehrer Newshour, PBS, 4 février 2002).

Ultérieurement, lors d'un discours prononcé le 1er juin à l'Académie militaire des Etats-Unis, le président a dit aux élèves officiers assemblés que les Etats-Unis devaient être prêts à « des actions préventives » lorsqu'elles sont nécessaires pour défendre les libertés et les vies. Dans un esprit analogue, le vice-président Cheney s'est engagé à ce que les Etats-Unis « fermeraient les camps de terroristes, où qu'ils se trouvent », et a noté en ce qui concerne l'Irak, qu'un « régime qui hait les Etats-Unis ne doit jamais être prêt à les menacer au moyen d'armes de destruction massive ». (Washington Post, 25 juin 2002).

A la même époque, le secrétaire d'Etat Colin Powell faisait remarquer que si l'on recourait à des frappes préventives, celles-ci devaient être décisives. Il a également ajouté que les mesures préventives pouvaient comprendre l'emploi des forces armées, les arrestations, les sanctions et les mesures diplomatiques. La conseillère en matière de sécurité nationale, Mme Condoleezza Rice, a évoqué le blocus de 1962 lors de la crise des missiles cubains comme un exemple d'action préventive couronnée de succès. (Référence à des citations extraites de The Economist, 22 juin 2002, page 29).

La doctrine Bush et son développement représentent la stratégie globale des Etats-Unis un an après le 11 septembre, mais la doctrine ne saurait exister en vase clos. Sa viabilité dépendra en partie d'un appui soutenu au niveau national, de la réaction internationale, et de la capacité des Etats-Unis de porter le fardeau de l'application de cette stratégie. Au niveau national, bien que des divergences partisanes sérieuses soient évidentes sur d'autres questions, la politique étrangère continue de bénéficier d'un large appui des deux partis. En même temps, l'opinion publique soutient résolument la guerre contre le ter-

rorisme. De plus, il est fort peu d'indications qui donneraient à penser que le poids de dépenses supplémentaires pour la défense serait difficile à supporter. Avant le 11 septembre, la part de produit intérieur brut (PIB) consacrée à la défense avait été réduite à 3%, soit à son niveau le plus bas depuis Pearl Harbor. Des augmentations même substantielles du budget de la défense, qui ont porté cette part du PIB à 3,3% et qui pourraient la porter à 4% d'ici quelques années, ne constitueraient pas un fardeau écrasant par comparaison aux niveaux atteints pendant la guerre froide.

Les réactions internationales devant la doctrine Bush ont été plus complexes, et des divergences avec les alliés et les autres pays se sont révélées au sujet de l'Irak, du Proche-Orient et de la mesure dans laquelle les Etats-Unis devraient être plus « multilatéraux » dans leur approche d'un large éventail de problèmes internationaux. Une grande partie de cette dissension reste rhétorique, cependant, et une vaste coopération se maintient dans le domaine des efforts militaires et du renseignement. Certaines des réactions étrangères sont la conséquence inévitable de la primauté américaine. Mais la modération de ces réactions et leur tendance à se cantonner essentiellement dans le registre symbolique reflètent le manque de moyens d'intervention internationaux par l'entremise des institutions régionales et mondiales en place. En dernière analyse, la doctrine Bush représente une stratégie de défense des Etats-Unis contre d'éventuelles attaques au moyen d'armes de destruction massive. Elle est également l'expression du rôle unique des Etats-Unis dans le monde, celui de leur aide à la protection d'autrui contre la dévastation qui résulterait de l'emploi de telles armes.

*M. Lieber est éditeur et coauteur de Eagle Rules? Foreign Policy and American Primacy in the 21st Century, ouvrage publié en 2002.*

---

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.*

# La facture du terrorisme

Brian Wesbury
Economiste en chef de la société d'investissement Griffin, Kubic, Stephens & Thompson

En s'attaquant au World Trade Center, le réseau Al-Qaida visait les institutions de la démocratie capitaliste. Un grand économiste d'une société d'investissement de Chicago affirme qu'il a échoué, les institutions et l'économie des Etats-Unis s'étant en grande partie remises des attaques.

Oussama ben Laden déclarait dans une vidéo enregistrée vers la fin de l'année 2001 que les attaques du 11 septembre « avaient frappé l'économie des Etats-Unis en plein cœur ». Heureusement, il avait tort. L'économie des Etats-Unis a été égratignée en ce terrible jour, mais il est clair que son pouls demeure vigoureux.

De fait, elle a prouvé qu'elle avait du ressort. En dépit des dommages considérables qu'ils ont subis, de l'ordre de 120 milliards de dollars, et de la profonde angoisse dans laquelle ils ont été plongés, un an après les attentats les Etats-Unis sont en plein redressement économique.

L'examen des répercussions des événements du 11 septembre sur l'économie des Etats-Unis se trouve compliqué par l'existence de nombreux phénomènes survenus simultanément. Selon le Bureau national de la recherche économique, l'économie américaine est entrée dans une phase de récession en mars 2001 et, comme nous le savons maintenant, les trois premiers trimestres de 2001 ont affiché une croissance négative. Pendant les onze mois qui ont précédé les attentats, la production industrielle avait évolué à la baisse, et les cours de la bourse suivaient le même chemin, en particulier dans le secteur de haute technologie.

Depuis, les scandales financiers qui ont secoué diverses entreprises ont fait naître des doutes quant à la véracité des bilans comptables des sociétés. Ces scandales ont sapé la confiance et plongé les investisseurs dans la consternation. Les décideurs auraient pu aggraver la situation en assommant les entreprises à coups de règlements excessifs, mais le texte sur la fraude des entreprises auquel le président Bush a donné force de loi garde le sens des proportions et il contribuera à calmer les craintes du marché.

Au bout du compte, l'irresponsabilité des sociétés relève d'un phénomène passager. Les organes chargés de faire appliquer la loi et la punition que les lois du marché infligeront aux coupables placeront les présidents-directeurs généraux dans l'obligation de mettre de l'ordre dans leurs

affaires. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des hommes d'affaires américains sont honnêtes, et le climat né des récents scandales va sûrement avoir un effet nettement dissuasif sur la fraude.

Malgré ces notes discordantes, 45 jours après les attentats, la demande globale avait repris le dessus, et le produit intérieur brut (PIB) réel enregistrait au troisième trimestre de 2001 une baisse inférieure (-0,3 %) à celle du trimestre précédent (-1,6 %) calculée juste avant les événements. Si les compagnies aériennes et l'industrie hôtelière continuent de pâtir du ralentissement de leurs activités, les rentrées dans d'autres secteurs ont non seulement épongé, mais aussi largement compensé, les pertes enregistrées dans les secteurs liés aux voyages.

Certaines données économiques récentes semblent évoquer de nouvelles faiblesses potentielles dans l'économie, mais toutes ne sont pas révélatrices d'une évolution négative. Le nombre des demandes initiales d'allocation de chômage ne cesse de reculer, les ventes au détail demeurent robustes, la construction de logements va bon train et le niveau des stocks reste peu élevé. Indépendamment des craintes, donc, l'économie des Etats-Unis donne toutes les apparences de tenir bon.

La résistance de l'économie des Etats-Unis tient à trois raisons. La première, c'est que la Réserve fédérale a diminué les taux d'intérêt à trois reprises dans la foulée des attentats, ce qu'elle avait déjà fait huit fois au cours des huit mois précédant les attaques. La deuxième, c'est qu'en mai 2001 le président Bush a donné force de loi à un texte mettant en place la première réduction d'impôts depuis 1986, et qu'au début de 2002 le Congrès a adopté un train de mesures de relance de l'économie, notamment par le biais de la baisse de la pression fiscale pour les entreprises.

Enfin et surtout, la productivité a continué d'évoluer à la hausse tout au long de la récession. Phénomène anormal, certes, mais révélateur d'un fort potentiel de croissance. Par ailleurs, pour les deux premiers trimestres de 2002, la productivité non agricole a fortement augmenté, représentant une augmentation annuelle de 4,8 % par an, ce qui a eu pour effet de relancer la croissance du PIB et de consolider la reprise.

Comme le suggère l'évolution à la hausse des tendances tant cycliques (monétaires et fiscales) qu'à long terme (productivité), l'économie des Etats-Unis a en fait les reins plus solides que depuis le milieu de l'année 2000. Si l'économie risque de traîner comme un boulet le surcroît des coûts associés aux transports, à la sécurité, à l'assurance et à la protection accrue de l'infrastructure, avec les conséquences que l'on devine sur la croissance des Etats-Unis dans les années à venir, le fait est que ces coûts devraient se trouver facilement absorbés par le fort accroissement à long terme de la productivité.
Par comparaison avec les pertes essuyées lors des guerres précédentes, le coût des attentats du 11 septembre et celui des contre-attaques en Afghanistan sont faibles. Les Etats-Unis ont prospéré en dépit des deux guerres mondiales, de la guerre de Corée, de la guerre du Viêt Nam et de l'opération « Tempête du désert ». C'est leur attachement à une économie de marché démocratique qui donne aux Américains la force de résister à ces conflits. Bien qu'Al-Qaida ait attaqué un flambeau du capitalisme en plein cœur du monde de la finance, l'esprit d'entreprise est bien vivace aux Etats-Unis.

## Envenimer les choses

L'économie a beau avoir du ressort, elle n'échappe pas pour autant à la conjoncture. Bien avant le 11 septembre, elle manifestait déjà des signes incontestables de faiblesse. La production industrielle a atteint son point culminant en septembre 2000, mais à partir de cette date jusqu'en août 2001, elle a régressé tous les mois sans exception. L'emploi était à son zénith en mars 2001, mais 495 000 postes avaient disparu avant les attentats. En outre, les marchés boursiers des Etats-Unis avaient déjà commencé à encaisser de rudes coups. Le 10 septembre, l'indice Standard et Poor 500 avait baissé de 28,5 % par rapport à son point culminant, et le Nasdaq de 66,4 %.

Nonobstant la fermeté des dépenses de consommation et des ventes au détail, on fait remonter la récession à mars 2001, soit cinq mois avant les attentats. La question de savoir ce qui a provoqué la chute des stocks et la récession a fait couler beaucoup d'encre, et de nombreuses personnes s'accordent à dire que ce double phénomène découle logiquement d'une bulle des investissements. Pour autant, les catalyseurs de la récession n'apparaissent pas aussi clairement.

La Réserve fédérale a poussé les taux réels d'intérêt à la hausse en 1999 et en 2000 jusqu'à les porter à leur point culminant depuis plus de dix ans. De même, en 2000, les impôts calculés en tant que part du PIB ont atteint un niveau sans précédent en temps de paix. A 20,8 % du PIB, ils prenaient la plus grosse part de la production du pays depuis 1944, à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale. Quand les taux réels d'intérêt et les impôts atteignent des

niveaux aussi lourds, l'économie ne peut qu'en pâtir.

Heureusement, le 3 janvier 2001, alors que le taux des fonds fédéraux s'élevait à 6,5 %, la Réserve fédérale a entrepris une série de baisses des taux d'intérêt. Comme ce taux était très élevé au départ, il a fallu attendre mai 2001 pour qu'il soit suffisamment bas (en l'occurrence moins de 4,5 %) et qu'il ait un effet bénéfique sur l'économie. Le décalage de six à neuf mois entre la baisse des taux et le ressaisissement de l'économie laissait présager qu'un vrai redressement ne pourrait s'opérer avant novembre 2001 au plus tôt.

Quand Al-Qaida est passé à l'acte, les mesures prises par la Réserve fédérale et le gouvernement Bush avaient déjà préparé le terrain à la reprise économique. Début septembre, le taux des fonds fédéraux avait été diminué de moitié pour se situer à 3,25 %. Le président Bush s'était fait le champion de la baisse d'impôts la plus opportune de l'histoire, et les Américains pouvaient mieux disposer de leur argent. Les attentats ont peut-être retardé la reprise, mais ils n'ont certainement pas causé la récession.

## Les conséquences économiques immédiates du 11 septembre

Les retombées à court terme des attaques ont été considérables. On estime à 40 milliards de dollars la prise en charge, par les compagnies d'assurances, des coûts liés aux pertes en vies humaines et en biens. Encore ces coûts directs font-ils pâle figure à côté des coûts indirects. Dans tout le pays, des centres commerciaux et des restaurants ont fermé leurs portes pendant au moins 24 heures ; les bâtiments à haut risque (telle la tour Sears de Chicago) ont été évacués ; les avions sont restés cloués au sol ; et pas une transaction boursière ne s'est faite pendant quatre jours consécutifs.

En septembre 2001, les ventes au détail ont accusé une baisse de 6 milliards de dollars (2,1 %) ; les commandes de biens durables ont diminué de 11,6 milliards (6,8 %) ; et on a enregistré 50 000 demandes supplémentaires d'indemnités de chômage, soit la hausse mensuelle la plus forte depuis août 1982. En septembre, la production industrielle a reculé de 1 %. Quand les marchés boursiers ont repris leur activité, le 17 septembre, l'indice S et P 500 a affiché une nouvelle baisse de 7 %, tandis que le Nasdaq a dégringolé de 9,9 % avant d'atteindre le creux de la vague le 21 septembre.

Les grandes compagnies aériennes ont immédiatement réduit leurs vols de 30 %, mais malgré cette diminution les avions n'étaient pas remplis. Dans les hôtels, le taux d'occupation des chambres a fortement baissé, et 1,1 million d'emplois ont disparu de l'ensemble de l'économie au cours des quatre derniers mois de 2001. Pour la période se terminant au 29 décembre 2001, le Bureau des statistiques du travail a attribué 408 plans de licenciements de grande ampleur (définis comme étant ceux qui prévoyaient l'élimination d'au moins 50 emplois) aux conséquences directes ou indirectes des attaques, 70 % de ces licenciements ayant eu lieu dans le secteur des transports aériens et celui du tourisme.

En outre, en raison de la surveillance accrue aux frontières et aux terminaux de transport de marchandises, des engorgements sont apparus dans les systèmes de gestion de la chaîne de l'offre. Les expéditions de biens durables ont affiché une perte de 9,2 milliards de dollars en septembre 2001 à cause des problèmes de transport qui ont entravé le flux des commandes et entraîné la hausse du coût de transport des marchandises.

Cette liste de points noirs est loin d'être exhaustive. Les compagnies aériennes ont immédiatement reçu du gouvernement des prêts d'un volume total de 15 milliards de dollars et elles en réclament davantage. Les coûts de l'assurance ont monté en flèche, les primes affichant dans certains cas une hausse de 300 %, voire plus, par rapport aux niveaux en vigueur avant le 11 septembre. Un mécanisme a été mis en place en vertu duquel les entreprises paient d'autant plus cher en assurance qu'elles se trouvent à proximité de centres politiques et financiers.

Dans le même temps, le coût de la sécurité s'est considérablement alourdi. Outre l'augmentation du nombre de gardiens dans la plupart des grands immeubles en milieu urbain, des procédures de vérification qui prennent beaucoup de temps ont été mises en place. Certaines entreprises sont allées jusqu'à installer des machines à rayon X et des détecteurs de métaux.

Sur le plan des incitations, les événements du 11 septembre ont modifié le cœfficient risque/récompense dans l'économie des Etats-Unis. Non seulement les risques (de perturbations du commerce et des milieux d'affaires, pertes à la clé) sont plus élevés, mais les récompenses sont moindres du fait de l'augmentation des coûts de sécurité. Survenue si peu de temps après le passage brutal à la phase descendante dans le secteur manufacturier, une récession et l'effondrement des cours de la bourse, cette modification des incitations à investir avait de quoi inquiéter.

## La reprise

Malgré tout, l'économie des Etats-Unis a vite repris du poil de la bête. En l'espace de quelques jours, consommateurs et entreprises se sont ressaisis. Les fabricants d'automobiles ont proposé des prêts sans intérêt, et les ventes de voiture ont fait un bond. Les ventes pour douze mois étaient passées à 16,4 millions de véhicules en août 2001 à 15,9 millions en septembre, mais sans l'effet bénéfique des incitations proposées en fin de mois, la baisse aurait été plus prononcée. D'ailleurs, en octobre, les ventes de véhicules ont atteint le chiffre annuel sans précédent de 21,3 millions d'unités.

D'autres détaillants ont eux aussi baissé leurs prix, et les pertes essuyées en septembre ont été compensées par les gains enregistrés en octobre. Exclusion faite du secteur de l'automobile, les ventes au détail ont reculé de 1,2% en septembre, mais ont progressé d'autant en octobre. Une tendance similaire s'est fait jour dans les commandes de biens durables, lesquelles ont diminué de 6,8% en septembre mais augmenté de 9,2% en octobre.

Il est à noter que tout ressaisissement de l'activité économique s'est trouvé noyé en 2001 dans la récession en cours. L'économie a repris assez rapidement la tendance qui la caractérisait avant les événements, celle-ci restant affaiblie. Malgré les ravages provoqués par les attentats, le PIB réel a progressé à un taux annuel de 2,7% au quatrième trimestre.

A la surprise de plus d'un, les consommateurs sont restés fidèles, et s'ils se sont abstenus de voyager, ils ont quand même dépensé leur argent. Fin 2001 et début 2002, les cinémas n'ont cessé de battre leurs propres records d'entrées. Les ventes de maisons neuves ont elles aussi connu un succès sans précédent en 2001, tandis que les ventes d'appareils électroniques et électroménagers ont progressé à un taux annuel de 23,3% au quatrième trimestre.

La recrudescence de la demande de drapeaux américains dans la foulée des événements du 11 septembre a même donné un coup de pouce à l'économie mondiale, parce que les fabricants des Etats-Unis ont dû faire appel à des industriels de Chine qui, à eux seuls ont fourni en 2001 plus de la moitié du volume des importations de drapeaux, d'une valeur totale de 51,7 millions de dollars.

S'ils ont influencé le comportement des consommateurs, les attentats du 11 septembre sont restés pratiquement sans effet sur le rythme des dépenses de consommation. Ceci tient en partie à la décision prise rapidement par la Réserve fédérale de réduire les taux d'intérêt à trois reprises vers la fin de 2001. En portant à 1,75% le taux des fonds fédéraux, la Réserve fédérale a pratiquement garanti l'accélération rapide de l'activité économique vers le milieu de 2002. De surcroît, la baisse des taux d'intérêt juste avant les attentats avait déjà commencé à sortir l'économie de sa torpeur.

## L'arme secrète

Mais c'est peut-être le robuste accroissement de la productivité qui explique le mieux la résistance des Etats-Unis. L'une des pierres de touche les plus révélatrices de la force des tendances sous-jacentes de la productivité, c'est la performance de ces tendances pendant les phases de ralentissement économique et de chocs externes. De toute évidence, la productivité des Etats-Unis pendant la récession de 2001 et après les attentats du 11 septembre s'est révélée spectaculaire.

Une vague de nouvelles technologies a déferlé sur tous les secteurs de l'économie des Etats-Unis. Les progrès réalisés dans le domaine des semi-conducteurs, des logiciels et des techniques de communication préfigurent la transformation de l'économie américaine, qui s'éloigne de la base industrielle au profit d'une économie fondée sur l'information, tout comme l'introduction de machines avait signalé le passage de l'ère agricole à l'ère industrielle.

Malgré l'effondrement des cours dans les domaines de la technologie de pointe, les inventions et la créativité induites par les investissements considérables qui ont caractérisé les années 1980 et 1990 continuent de stimuler les entreprises des Etats-Unis. La gestion de la chaîne de l'offre, l'accès à l'information en temps réel, la cartographie du génome humain, les achats par le biais de l'internet, les transactions boursières sans papier, les capteurs de guidage utilisés dans le système de positionnement global, et la généralisation des lecteurs optiques de barre de code dans le commerce de détail ne constituent qu'une liste partielle des avancées de la technologie depuis une vingtaine d'années.

Fait plus important encore, des études récentes indiquent que les entreprises n'utilisent que 20 à 30% des moyens techniques à leur disposition. Dès lors, on peut dire avec une bonne dose de certitude que la productivité continuera d'évoluer résolument à la hausse dans les années à venir. Ceci aura pour effet d'accroître les revenus et les profits tout en tenant l'inflation en échec : c'est l'environ-

nement idéal pour créer la richesse. La productivité est l'arme secrète du capitalisme. Sans elle, il ne peut y avoir de croissance. Avec elle, les chocs externes, tels les attentats du 11 septembre, se révèlent beaucoup moins douloureux.

## L'adversité forme le caractère

Depuis la fondation des Etats-Unis d'Amérique, l'expérience de la démocratie dans une économie de marché a produit des résultats incroyables. Au départ simple regroupement d'un petit nombre de colonies, les Etats-Unis sont aujourd'hui l'économie la plus importante et la plus productive au monde.

Entre 1947 et 2001, le PIB réel ajusté pour tenir compte de l'inflation a progressé à un taux annuel moyen de 3,5 %, en passant de 1,5 billion de dollars à 9,3 billions de dollars. En 2001, le PIB réel des Etats-Unis s'élevait à 23,1 billions de dollars de plus qu'en 2000, et ce malgré les pertes dues aux événements du 11 septembre et à la récession.

Nombreux sont ceux qui pensent que les Etats-Unis ont atteint leur potentiel et qu'ils pourraient être sur le point d'entrer dans une phase de croissance économique au ralenti, mais ce n'est pas prouvé. Les prévisions de cette nature ne sont pas nouvelles, mais elles se sont toujours révélées erronées. Le surcroît des coûts sur le plan de la sécurité, des transports et des assurances constitue effectivement un boulet potentiel pour la croissance, mais il demeure mineur par rapport au taux de croissance potentielle du PIB réel.

La technologie contribue d'ores et déjà à réduire le coût de la sécurité, et il continuera d'en être ainsi à l'avenir. En outre, les réseaux « neuronaux » artificiels, les capacités de recherche de banques de données en temps réel et les scanners rehausseront la sécurité à l'avenir. D'aucuns redoutent que ces technologies puissent porter atteinte à leur vie privée, mais grâce à elles, il devient de plus en plus difficile pour les terroristes d'opérer aux Etats-Unis. A mesure qu'ils reprendront confiance, les Américains se remettront à voyager.

Par ailleurs, la prise de conscience de la vulnérabilité des Etats-Unis à une attaque directe représente une évolution importante et qui mérite impérativement d'être notée. Avant les événements du 11 septembre, les primes d'assurance et l'évaluation des risques péchaient par insuffisance. Maintenant que les primes sont en hausse et les cours de la bourse en baisse, le marché surestime sûrement les risques. A la longue, ces réactions vont s'équilibrer.

Enfin, les attentats ont réussi là où les tentatives politiques visant la détente ont échoué pendant près de 90 ans : ils ont donné lieu à la création d'une alliance étroite entre la Russie et les Etats-Unis. Aujourd'hui le deuxième producteur de pétrole au monde, la Russie est devenue un acteur de taille sur les marchés énergétiques et, en déjouant la hausse des cours mondiaux du brut, elle a contribué à la reprise économique.

## Conclusion

Le capitalisme dépasse le contexte des bâtiments et des avions. Il est incarné dans les institutions et les membres de la société. Les terroristes ont détruit bien des talents financiers par leurs actes maléfiques et lâches du 11 septembre, mais les institutions des Etats-Unis et leur talent créateur, dans une grande mesure, demeurent intacts.

Au bout du compte, l'économie a vite repris le dessus. En un mois de temps, les Américains ont marqué un temps d'arrêt pour réfléchir à la situation, ils ont pris le parti de contre-attaquer et ces citoyens les plus producteurs de la planète se sont remis au travail. Oussama ben Laden a raté son coup.

*Economiste de grande réputation, M. Wesbury a été membre de la commission économique conjointe du Congrès.*

---

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.*

# En rendant l'espoir, on étouffe le terrorisme dans l'œuf

Un entretien
avec George Carpenter, de la société Procter & Gamble,
et Robert Pelant, de Heifer International

L'hostilité exprimée par les attaques terroristes ont incité les Etats-Unis à régénérer leurs efforts visant à réduire la pauvreté et le manque dans le reste du monde.

La politique des Etats-Unis en matière d'aide au développement repose sur la conviction que la pauvreté offre un terrain fertile aux maladies et aux privations, et potentiellement au crime, à la corruption et en dernier ressort au terrorisme. Les attaques terroristes du 11 septembre sont venues confirmer cette conviction, et les bailleurs de fonds, instances gouvernementales, donateurs privés et entreprises, poursuivent leur œuvre avec une vigueur renouvelée pour apporter l'espoir et des possibilités aux populations les plus pauvres au monde. Deux experts actifs dans les domaines de l'aide du secteur privé et des initiatives de développement durable ont débattu des vues en évolution dans ces domaines avec la rédactrice de la série des Dossiers mondiaux, Charlene Porter.

Le docteur Robert Pelant est directeur des programmes pour l'Asie et le Pacifique Sud pour Heifer International, organisation sans but lucratif qui s'emploie à aider les gens du monde entier qui souffrent de la faim à se doter de ressources qui leur permettraient d'assurer leurs besoins en matière de nourriture. L'organisation Heifer, qui a mis en œuvre des programmes dans 47 pays, fournit du bétail et une formation agricole et, selon les conclusions d'évaluations indépendantes, elle serait l'un des organismes caritatifs américains les plus efficaces. Le Dr Pelant est vétérinaire et se spécialise dans les domaines de la santé animale dans le monde et de l'élaboration de programmes d'aide sociale.

George Carpenter est directeur des Programmes de développement durable pour la société Procter et Gamble et participe activement aux programmes d'aide multinationale de l'entreprise qui ciblent l'environnement, la santé, et les questions sociales dans les pays en développement. La société Procter et Gamble est implantée dans 80 pays et des organismes indépendants l'ont classée parmi les entreprises faisant le plus preuve de sens civique.

Question : Comment les événements du 11 septembre, l'attention portée au terrorisme et à ses causes contribuent-ils à un réexamen des programmes d'aide au développement auxquels votre organisation participe ?

M. Carpenter : Chez Procter et Gamble, nous reconnaissons de plus en plus clairement depuis plusieurs années la nécessité de la stabilité dans les divers pays du monde. Depuis le 11 septembre, tout particulièrement, nous nous sommes concentrés sur la nécessité d'une solide gouvernance nationale en tant que condition préalable ou en tant que fondation nécessaire au développement durable. Sans une bonne application des lois, sans un système économique fondé sur des règles, sans l'absence de corruption et de pots de vin, il n'est tout simplement pas possible d'obtenir les investissements dont on a besoin dans les pays en développement pour résoudre les problèmes environnementaux, économiques, et sociaux qu'ils connaissent. Les pays ont besoin des investissements de sociétés telles que la mienne pour améliorer la qualité de la vie de leur population, les sortir de la pauvreté et leur permettre de mener une vie productive à qui profite l'économie mondiale.

Q : Le président Bush a lancé de nouvelles initiatives d'aide en faveur du monde en développement au cours des mois qui ont suivi l'attaque, et il a dit à l'époque : « Nous luttons contre la pauvreté parce que l'espoir est la réponse à la terreur ». Dr Pelant, comment les actes terroristes ont-ils influencé la façon de penser chez Heifer International ?

Dr Pelant : De plusieurs manières. A l'évidence, nous nous faisions déjà des soucis pour la sécurité de notre personnel national et international dans le monde entier. Ces événements ont accru notre sensibilisation à la question et nous avons entrepris de réévaluer la formation supplémentaire nécessaire en matière de sécurité dans nos bureaux et pour notre personnel dans le monde entier. Nous avons également réexaminé la manière dont nous menons nos activités, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan et le Pakistan. Nous travaillons en Afghanistan depuis 1997 et au Pakistan depuis les années 1980.

Le point primordial est que ce type d'aide au développement est la meilleure chose à faire. Nous sommes d'accord avec la remarque du président Bush que vous avez citée, sur la lutte contre la pauvreté parce que l'espoir est la réponse à la terreur. Mais ces types de programmes de développement sont aussi tout simplement la chose morale à faire, en soi, parce que personne ne doit vivre en ayant faim de manière chronique.

Q : Vous mentionnez des changements opérationnels dans vos programmes en Afghanistan et au Pakistan. Heifer International a également institué des programmes dans d'autres pays où les activités terroristes constituent une menace, notamment en Indonésie et aux Philippines. Parlez-nous de vos activités dans ces environnements.

Dr Pelant : Nos programmes aux Philippines, comme la plupart de nos programmes dans le monde, sont dirigés par des ressortissants locaux. Un groupe de partenaires locaux chapeaute les groupes musulmans et chrétiens. Nous travaillons également directement avec plusieurs organisations musulmanes actives dans les régions très pauvres du pays. En raison de la présence de l'organisation terroriste Abou Sayyaf et des problèmes actuels de sécurité, même notre personnel national local a dû modifier ses horaires de travail et le temps qu'il passe sur le terrain. Mais ces programmes continuent d'exister, nous n'avons réduit aucun de nos financements sur le terrain et nous continuons à travailler avec ces organisations. Elles savent que les programmes sont financés par les Etats-Unis, mais étant donné que nous avons établi des relations de longue date avec ces communautés et ces organisations, elles font confiance à notre personnel et savent qu'elles accompliront le travail fondamental humanitaire et de développement.

Q : Quel est ce travail ? Pouvez-vous nous le décrire plus en détails.

Dr Pelant : Notre programme aux Philippines est axé sur plusieurs thèmes. L'un des thème centraux est l'amélioration de l'environnement. Nous aidons également les gens à sortir du secteur économiquement faible ou marginalisé de la société pour devenir des membres productifs de cette société, et pour contribuer à la vitalité de leur communauté. Nous rassemblons les gens pour travailler sur les questions de création de revenus, de production alimentaire et d'amélioration de leur propre environnement. Nous le faisons dans le cadre de divers types de partenariats, qui comprennent souvent les instances gouvernementales locales. Ils comprennent également les sociétés et les entreprises locales, ce qui constitue une situation « gagnante sur tous les plans », dans des conditions qui nous permettent d'apporter des transformations bien plus durables dans ces communautés, souvent au-delà des frontières nationales.

Quand vous parlez de Heifer, les gens pensent aux vaches, cochons, chèvres ou lapins, mais ces animaux ne sont en fait que certains des outils employés dans le cadre d'un

programme de développement bien plus complet qui vise à transformer les communautés et l'environnement.

Q : M. Carpenter, qu'en est-il de Procter et Gamble et de ses activités spécifiques sur le terrain ? Est-ce que vous développez également des partenariats semblables à ceux que décrit le Dr Pelant ?

M. Carpenter : Oui, nous faisons la même chose. Il existe une philanthropie d'entreprise classique, mais elle est très limitée et elle ne représente qu'un petit pourcentage des ressources de l'entreprise. Nous avons contribué des fonds aux projets de secours à l'enfance en Afghanistan. Nous avons des programmes de secours en cours en vue de l'amélioration de l'assainissement qui sont liés aux activités de nos entreprises établies au Pakistan.

Mais la chose qui m'inspire le plus, et qui a un potentiel pratiquement illimité d'amélioration du développement dans beaucoup de ces pays, ce sont certains des travaux que nous menons pour inclure le développement durable à nos activités commerciales, pour aller au-delà de la notion classique de responsabilité sociale de l'entreprise. Nous voulons lier l'avenir de notre entreprise à la résolution de certains des problèmes de développement auxquels nous nous heurtons dans le monde entier. Un exemple parmi d'autres : nous avons actuellement au Venezuela un produit sur le marché qui réduit de manière importante la malnutrition infantile en micronutriments, les carences en vitamine A, en fer et en iode. Nous avons collaboré étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à la fois pour le développement et la commercialisation de ce produit. On a entrepris des études cliniques et du marketing social en Afrique qui ont sensibilisé les gens aux problèmes de la malnutrition due aux carences en micronutriments.

Nous sommes également très actifs dans le domaine de l'assainissement et de l'eau potable. Nous examinons ces problèmes pour déterminer si nous pouvons aider à y trouver des solutions par le truchement du marché. Si nous pouvions, en faisant intervenir les consommateurs, assurer une désinfection de l'eau là même où elle est consommée, ou assurer l'assainissement au niveau des foyers, ou résoudre les problèmes de carence en micronutriments, nous pensons que d'immenses progrès pourraient être faits afin de résoudre ces problèmes liés à la qualité de la vie dans ces pays.

Nos marques et nos gammes actuelles de produits nous ont déjà permis de jouer un rôle dans les domaines de la santé et de l'hygiène féminines et de l'hygiène dentaire, où il n'y avait aucune sensibilisation à ces questions dans un grand nombre d'économies en développement. En collaboration avec les ministères locaux de la santé, nous avons formulé des programmes de marketing social pour sensibiliser le public et, ce faisant, nous avons créé un marché pour des solutions à certains de ces problèmes qui reposeraient sur l'implication des consommateurs.

Q : Le 11 septembre et la menace du terrorisme ont conduit à une réévaluation de l'aide au développement, mais une réévaluation à plus long terme est également en cours et les organisations s'efforcent de faire le bilan des programmes d'aide, à savoir s'ils ont été utiles et s'ils ont eu des résultats imprévus. En même temps, le soutien politique en faveur de l'aide au développement s'est fortement érodé après la fin de la guerre froide. Certains éminents parlementaires considèrent les dépenses d'aide des Etats-Unis avec dérision. Comment ces facteurs ont-ils modifié l'apport de l'aide au développement et augmenté les préoccupations en ce qui concerne les résultats et les comptes à rendre ?

Dr Pelant : Heifer et un grand nombre d'autres organisations sans but lucratif s'efforcent d'évaluer la portée de leurs programmes et l'usage qui est fait de leurs fonds depuis un certain temps déjà. Il n'y a pas vraiment eu de changements depuis le 11 septembre ou en raison du 11 septembre. Pour ce qui est du développement, notre approche est en réalité une approche fondée sur les valeurs et nous travaillons de manière très participative avec les communautés, les entreprises et les administrations locales, etc. Cela a toujours été au premier plan de nos préoccupations.

Mais, il est incontestable que, dans les milieux officiels, certains aux Etats-Unis et ailleurs considèrent l'ide au développement avec dérision, comme vous l'avez noté. Les Etats-Unis sont en retard sur un grand nombre de pays pour le pourcentage de fonds alloués au développement par rapport au produit intérieur brut (PIB). Pour le gouvernement des Etats-Unis, le moment est certainement approprié de montrer plus fermement la voie en matière d'aide internationale au développement, sous la forme qui s'est avérée efficace.

Nous en avons un exemple au sein du Département d'Etat où le Bureau des affaires relatives à l'Asie de l'Est et au Pacifique et le consulat de Chengdu (Chine) ont appuyé

de manière extrêmement positive une initiative visant à aider les petits exploitants agricoles et les populations rurales au Tibet. Le gouvernement des Etats-Unis a là une extraordinaire possibilité d'accroître son rôle de premier plan dans la région.

Mais permettez-moi d'ajouter une chose à propos du climat général au cours de ces derniers mois : depuis le 11 septembre, et avant cela aussi, Heifer a grandement bénéficié de la générosité du public américain, des particuliers, des fondations, des entreprises, des Eglises et d'autres.

Q : M. Carpenter, du point de vue du monde des affaires, comment percevez-vous l'évolution de l'opinion à propos de l'aide depuis le 11 septembre ?

> Le partenariat des entreprises privées, des ONG, du gouvernement et de la société civile [...] engendrera des changements et des progrès radicaux dans les résultats.
>
> *George Carpenter*

M. Carpenter : Je ne suis par sûr que ce soit directement imputable au 11 septembre, mais au cours des sept à neuf derniers mois, il y a eu une nette réorientation de la pensée au sein de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et d'un grand nombre d'autres organismes gouvernementaux américains qui se sont montrés disposés à l'ouverture et prêts à considérer le monde des affaires comme l'un des partenaires des projets de développement, aux côtés des ONG et autres donateurs traditionnels. C'est un état d'esprit radicalement nouveau qui voit le jour et qui croît rapidement avec l'expérience. C'est certainement, à mon avis, un changement très sain.

Ce qui est, je crois, également très sain, c'est le point que j'ai mentionné plus tôt, à savoir cette attention portée à la question de la bonne gestion des affaires publiques. On reconnaît de plus en plus la nécessité d'un système favorisant la stabilité et facteur de prévisibilité dans la façon de gouverner, d'un gouvernement fondé sur les lois, d'un système économique fondé sur des règles. Sans cela, la plupart des entreprises ne pourront jamais démarrer d'activités dans certains de ces pays, et elles n'auront jamais la possibilité de les aider à se sortir de la pauvreté. Nous ne pouvons pas faire des affaires et réussir là où les pots de vin font partie de la culture locale. Dans certains pays, sans pots de vin, vous ne pouvez pas obtenir de permis et vos retards par rapport à vos concurrents deviennent tels que vous ne pouvez pas réussir. Donc la reconnaissance de l'importance que revêt pour le développement durable une bonne gestion des affaires publiques représente un changement positif.

Q : Vous avez parlé d'un nouvel accent mis sur le partenariat. C'est un concept qui a récemment été promu par le gouvernement Bush et les organismes de développement internationaux comme une nouvelle stratégie de réussite. Quel est selon vous le potentiel de productivité de ces relations ?

M. Carpenter : Il faut des mois pour organiser des partenariats efficaces et ils ne sont opérants que si tous les partenaires y trouvent leur compte ; ce n'est donc pas le genre de choses qui s'improvisent et qui se font du jour au lendemain.

L'initiative GAIN, Global Alliance for Improved Nutrition (Alliance mondiale pour améliorer la nutrition) a été annoncée lors de la Session spéciale des Nations unies sur l'enfance en mai 2002. Elle réunit l'USAID, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF, la Fondation Bill et Melinda Gates, Procter et Gamble, et un certain nombre d'autres organisations nationales de développement et d'entreprises du secteur privé. Lors de cette session, Procter et Gamble s'est engagé à mettre à disposition certaines de ses techniques d'augmentation de la valeur nutritive des aliments, sur lesquelles repose son produit NutriStar distribué au Venezuela, afin de voir si ces techniques pourraient s'appliquer aux aliments de base dans les pays les moins avancés de façon à s'attaquer au problème de la malnutrition due aux carences de micronutriments. Il y a cinq ans, et même il y a deux ans, vous n'auriez jamais pensé qu'une entreprise pourrait être associée à un partenariat de ce genre autrement que comme bailleur de fonds.

Dr Pelant : Je suis d'accord. Il est incontestable que selon l'approche classique, une ONG s'adresserait à une entreprise et lui demanderait, par exemple, un apport ponctuel sous forme de don.

L'une des choses que Heifer a faites il y a un an a été d'engager un directeur des relations avec les entreprises, et Heifer a pris la décision stratégique de se tourner vers le secteur des entreprises privées aux Etats-Unis et à l'étranger. Nos attentes sont grandes. Nous pensons que cela

peut déboucher sur de nombreuses situations positives et cela a déjà été démontré, notamment, dans le cadre de notre expérience en Chine. Heifer, l'administration locale, une entreprise privée locale et la communauté se sont alliées en un partenariat quadripartite particulièrement encourageant.

Nous nous employons à améliorer la production alimentaire du côté de la communauté et la commercialisation et la distribution du côté des entreprises. Par exemple, nous aidons les apiculteurs à accroître leur production et à en améliorer la qualité. Ils se mettent en rapport avec les entreprises, qui ont ainsi accès à de meilleurs produits et à des fournisseurs plus réguliers. Cela bénéficie à la communauté dans son ensemble, du fait de l'accroissement de la productivité agricole et de l'activité économique en général, et le niveau de vie s'en trouve relevé. Les autorités ont reconnu l'intérêt de cette collaboration et elles apportent leur aide pour élargir le programme. Il revêt une importance accrue, en fait, avec l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce.

M. Carpenter : En Inde, nous avons organisé un projet reposant sur le marché afin de mobiliser des fonds pour l'éducation des enfants, les sortir des rues et les scolariser. Il s'agissait du programme « Open Minds », pour lequel Procter et Gamble était partenaire de l'UNICEF. Ce programme était conjugué à une demande de contributions auprès de nos employés, qui ont été très généreux. Nous avons également sollicité nos circuits d'approvisionnement et de distribution pour obtenir l'aide de nos associés commerciaux. Les agences de publicité et les artistes ont fait don de leur temps. Donc un effort modeste, organisé par un noyau de dirigeants, s'est amplifié considérablement tout le long de la chaîne de nos fournisseurs et de nos distributeurs et des gens avec lesquels nous travaillons, pour devenir, en Inde, une initiative nationale significative pour scolariser les enfants.

Il y a donc de multiples manières originales d'aborder ce travail. Nous n'en sommes qu'au début et nous nous efforçons de comprendre comment les partenariats peuvent être organisés pour résoudre certains des problèmes auxquels nous nous heurtons dans le monde aujourd'hui.

Q : Comment vos publics, c'est-à-dire votre conseil d'administration, vos donateurs, vos bureaux régionaux, réagissent-ils à ces nouvelles idées ?

Dr Pelant : Nous constatons que les gens qui connaissent Heifer et ses stratégies à long terme au niveau local pour développer des relations avec les communautés, les autorités gouvernementales et les entreprises y réagissent de manière très favorable. Nous avons assisté à une brusque augmentation de nos revenus, spécifiquement pour l'expansion de nos programmes en Afghanistan et au Pakistan.

Lorsque nous étions en Afghanistan à la fin des années 1990, pendant que les talibans étaient au pouvoir, nous dispensions des formations sélectives aux femmes qui exerçaient précédemment des professions libérales. Ces dernières s'attachaient très prudemment et très délibérément à atteindre les femmes illettrées de leurs communautés, pour leur apprendre à mieux gérer les troupeaux et les initier aux questions d'assainissement et d'hygiène humaine, choses que vous n'associez pas nécessairement avec Heifer.

Après avoir établi ce contact avec les femmes des professions libérales, nous avons pu nous implanter dans les communautés. Cela nous a permis d'atteindre les femmes dans les ménages qui avaient besoin d'autres programmes d'aide plus traditionnellement associés à Heifer, à savoir la fourniture de bétail de qualité, associée à une formation à la gestion animalière. Nous avons également pu fournir à certaines des volailles adaptées aux conditions locales, grâce à quoi elles ont pu avoir quelques œufs par semaine, avec des protéines de qualité dans leur régime, qu'elles n'auraient pas eu sans cela.

Nos donateurs savent que nous adoptons cette perspective à long terme, selon cette approche participative, et ils ont réagi de manière très, très favorable.

Q : Comment ces programmes reflètent-ils les valeurs américaines ?

M. Carpenter : Je ne connais pas beaucoup d'autres endroits sur terre où l'homme ordinaire est aussi généreux que les Américains. Cette générosité fait partie de la culture américaine. Nous en voyons la manifestation chez nos employés et dans les communautés où nous travaillons et où ils vivent. Dans une certaine mesure, les techniques de bénévolat que nous appliquons dans notre pays et la volonté de coopérer avec la communauté sont des différences spécifiques qui nous distinguent, comme nous le constatons lorsque nous étendons nos activités dans d'autres pays. Les valeurs culturelles américaines sont ainsi exportées : le rôle de l'entreprise et ses obligations envers la communauté et ses employés de même que la générosité typique de la culture américaine. Cette prédisposition à intervenir lorsqu'il y a des gens dans le besoin, à ouvrir

notre cœur et notre portefeuille, à faire don de notre travail, est une caractéristique presque exclusivement américaine.

Dr Pelant : Je suis d'accord. Nous sommes parfois émus par la façon dont les gens donnent et la mesure dans laquelle ils donnent. Nous allons voir des gens qui disent qu'ils veulent faire don de plusieurs milliers de dollars, et en voyant leur maison nous nous demandons comment ils font pour avoir même quelques centaines de dollars à donner. Cette générosité est très répandue et c'est une merveilleuse caractéristique des habitants de notre pays. Nous trouvons également des donateurs attentionnés et généreux dans un certain nombre d'autre pays.

Q : Quel est l'avenir de ces efforts ?

Dr Pelant – Pour la société civile, une considération accrue des résultats, et la réalisation que les questions subjectives sont très importantes. Nous assistons à une saine prise de conscience dans les communautés de donateurs, une conscience de leur responsabilité et de l'obligation de fournir des rapports exacts, fréquents et transparents, et cela doit continuer. Chez Heifer, nous continuons à rechercher les possibilités de collaboration avec les entreprises et les entités gouvernementales, et nous continuons à œuvrer pour démanteler le concept du Nord contre le Sud, du « nous contre eux ». En fait, nous vivons tous dans une seule biosphère, une même planète, et nos actions se répercutent effectivement sur la vie et les moyens d'existence des autres. Nous n'avons pas besoin de plus de technologies, mais tout simplement de la volonté de continuer d'appliquer les solutions qui ontfait leurs preuves, de manière à être également des chercheurs de possibilités et pas uniquement des gens qui résolvent des problèmes.

M. Carpenter : Le partenariat des entreprises privées, des ONG, du gouvernement et de la société civile dans ces projets en est encore à sa phase initiale. Mais il engendrera des changements et des progrès radicaux dans les résultats que nous obtiendrons. Il va ouvrir la porte à une foule de nouvelles possibilités que les gens ne conçoivent même pas aujourd'hui. Je sais que dans ma propre entreprise, lorsque nous nous penchons sur des problèmes tels ceux de l'eau potable, de la santé, de l'hygiène et de la nutrition, l'attitude de nos employés est que ce sont là des problèmes qui peuvent être résolus. Ils commencent à les aborder selon la démarche commerciale traditionnelle, en posant la question : « Que faut-il faire pour que cela se produise ? », en s'écartant souvent des approches traditionnelles. Afin d'atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire définis par les Nations Unies (1), les progrès que nous allons faire dépasseront de loin tout ce que nous avons accompli au cours des dix dernières années.

1. Les objectifs de développement pour le millénaire ont été adoptés par 189 pays membres de l'ONU en septembre 2000. Ces pays se sont engagés, entre autres, à œuvrer en vue de réduire l'extrême pauvreté et la faim, d'assurer l'éducation primaire pour tous et de promouvoir l'égalité des sexes. De plus amples informations se trouvent à : http://www.un.org/french/milleniumgoals/

*Mme Porter s'est entretenue par téléphone avec M. Carpenter au siège de Procter & Gamble à Cincinnati (Ohio) et avec le Dr Pelant au siège de Heifer à Little Rock (Arkansas).*

---

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles des personnes participant à l'interview et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.*

# Les droits de l'individu versus les impératifs de sécurité nationale : un équilibre crucial

Mark Blitz
Professeur de philosophie politique, titulaire de la chaire Fletcher Jones,
Claremont McKenna College, Claremont (Californie)

Les mesures prises par le gouvernement afin d'empêcher de nouvelles attaques terroristes ont soulevé de nombreuses questions de constitutionnalité que devront décider les tribunaux et sur lesquelles se penchent les spécialistes du droit.

Parmi les multiples effets des attaques terroristes lancées contre les Etats-Unis le 11 septembre, il convient de mentionner un vigoureux débat sur certaines libertés civiles. Les gens soupçonnés d'avoir commis des actes de terrorisme doivent-ils être traités différemment des autres prévenus ? Les activités et les déplacements des non-citoyens des Etats-Unis dans le pays doivent-ils être réglementés plus strictement ? Devrions-nous commencer à exiger des cartes d'identité nationales ? Sur plusieurs de ces questions, le stade de la discussion a été dépassé : des gens soupçonnés de terrorisme ont été placés en garde à vue et traduits devant les tribunaux ; de nouvelles dispositions législatives ont été adoptées et d'anciennes dispositions réinterprétées de manière à autoriser une surveillance plus stricte des communications et des opérations financières.

## Le contexte des libertés civiles aux Etats-Unis

Ces questions font toutes l'objet de débats et de mesures concrètes dans un contexte qui, à beaucoup d'égards, en dit plus long sur les libertés civiles que ne le fait l'actuel débat proprement dit. Les Américains jouissent depuis longtemps de toute une gamme de libertés auxquelles ils tiennent et qui vont des garanties protégeant la liberté d'expression et la tolérance de religions diverses au droit à une protection égale en vertu de la loi.

Le souci fondamental de protéger les libertés civiles est l'un des éléments sur lequel repose l'actuel débat. Un second élément est la manière selon laquelle les Américains prennent des décisions politiques et juridiques concrètes. Les tribunaux, le Congrès et le président ont tous leur rôle à jouer dans le processus. La direction vers laquelle s'orientent les lois en ce qui concerne les questions importantes émane normalement du président, mais les mesures ne deviennent lois qu'une fois que le Congrès les a approuvées, ce qui ne se produit (si cela se produit) qu'après que de nombreux changements ont été apportés aux propositions initiales. En temps de guerre ou dans les situations

d'urgence, le pouvoir exécutif du président et sa fonction officielle de commandant en chef des forces armées pèsent plus lourd au plan législatif et les mesures d'urgence proposées par le chef de l'Etat sont traitées avec plus de célérité. Il n'en demeure pas moins que le Congrès peut y apporter des modifications malgré ces temps exceptionnels. Après le 11 septembre, un certain nombre de mesures législatives importantes visant à faire face à la menace terroriste immédiate et à long terme ont été adoptées promptement et à une très forte majorité par le Congrès. Toutefois, à l'instar des mesures législatives ordinaires, l'examen de la proposition présidentielle concernant la création d'un ministère de la sécurité intérieure, dont le responsable siégerait au conseil des ministres, s'est fait plus lentement et s'est accompagné de concessions.

L'autorité présidentielle est particulièrement forte en temps de guerre, car la guerre exige que la mobilisation des ressources et les décisions militaires relèvent d'un seul bureau. La législation et la pratique américaines confèrent au président des pouvoirs exécutifs particulièrement étendus en temps de guerre. C'est toutefois une autre question de savoir jusqu'où va cette autorité dans le cas précis des attaques terroristes du 11 septembre, car la portée, la durée et les méthodes de la campagne anti-terrorisme diffèrent beaucoup de la conduite classique de la guerre. Le Congrès a toujours la responsabilité cruciale d'imposer des limites à l'exercice du pouvoir exécutif en procédant à des auditions, en adoptant des lois et en contrôlant les budgets.

Les tribunaux, et en dernier ressort la Cour suprême, peuvent émettre des jugements sur la constitutionnalité des mesures législatives et des décrets du pouvoir exécutif. De plus, les tribunaux sont habilités à prendre connaissance de griefs spécifiques dans le cadre de procès criminels ou civils. En fait, si certains des débats relatifs aux libertés civiles concernent les mesures législatives dans des domaines tels que la réforme de l'immigration, ils concernent aussi pour une large part les tribunaux qui émettent des décisions dans des affaires spécifiques portant sur les actions du président et de son cabinet.

## Les controverses actuelles

Les principales controverses actuelles relatives aux libertés civiles et à la riposte au terrorisme ont trait aux droits dont doivent jouir les prévenus dans les affaires de terrorisme, à l'équité en matière de garde à vue des personnes soupçonnées de s'être livrées à des activités terroristes ou de détenir des informations sur ces activités, et au statut des combattants capturés notamment en Afghanistan ainsi qu'à leur traitement. Dans tous ces cas, la façon dont ils sont traités est appréciée par rapport à une norme qui a donné aux citoyens américains une protection croissante depuis 40 ans, norme qui s'est développée à partir d'un fondement constitutionnel de niveau déjà très élevé. Cette importance accordée au strict respect de procédures appropriées dans les affaires criminelles est le troisième élément contextuel important dans lequel se situe l'actuel débat.

Dans le système juridique des Etats-Unis, tout le monde, y compris les indigents, a des garanties fondamentales :

- Tout accusé (dans les affaires criminelles) a droit à un avocat ;
- Les objets découverts lors de la perquisition du domicile du suspect ne peuvent être introduits comme preuves contre lui que si les procédures les plus strictes ont été respectées ;
- Les suspects doivent impérativement être informés du fait qu'ils ne sont pas obligés de parler à la police ; toute déclaration de leur part, s'ils n'ont pas été informés de ce droit, est irrecevable par les tribunaux ;
- Les forces de police font l'objet de sanctions si elles appliquent des méthodes coercitives et les preuves obtenues par coercition, telles que les confessions, sont inadmissibles devant les tribunaux ;
- Les suspects doivent être jugés promptement et être informés des chefs d'accusation qui leur sont imputés.

Dans ces domaines, ainsi que dans d'autres, l'application pratique de ces garanties peut faire l'objet de discussions mais, fondamentalement, ces garanties limitent les pouvoirs du ministère public et protègent les prévenus de poursuites injustes.

C'est dans ce contexte que nous devons apprécier les multiples questions examinées dans le cadre du débat actuel. L'une de ces questions concerne les actions gouvernementales au titre de la loi des Etats-Unis dite « Loi Patriote » adoptée par le Congrès après les attaques du 11 septembre. Cette loi accorde au gouvernement plusieurs pouvoirs nouveaux en matière d'écoute téléphonique, d'analyse des activités informatiques, et de surveillance des opérations financières pour contrecarrer les projets des personnes soupçonnées de terrorisme et de celles qui les aident.

Certains commentateurs craignaient initialement que ces pouvoirs autorisent les autorités à s'ingérer de façon excessive dans la vie privée des gens. Toutefois, l'obligation d'exercer ces nouveaux pouvoirs conformément à des procédures établies et l'interdiction des perquisitions et des saisies déraisonnables prévues par la Constitution viennent réduire le risque d'excès en la matière. Les instances judiciaires de la nation continuent de définir les limites dans lesquelles peuvent s'exercer ces pouvoirs d'enquête renforcés.

Une seconde question donnant matière à discussion concerne le recours agressif du gouvernement à des lois en vigueur pour maintenir en garde à vue des personnes pouvant être des terroristes et celles qui sont soupçonnées de les aider ou de détenir des renseignements utiles à leur sujet. Peu après le 11 septembre, le procureur général John Ashcroft a comparé cette méthode aux tactiques utilisées contre le crime organisé par Robert Kennedy lorsque celui-ci était procureur général pendant le mandat présidentiel de son frère dans les années 1960. Des infractions en matière de visas, par exemple, ont été invoquées pour maintenir en garde à vue, parfois pendant un temps considérable, certaines personnes détenant peut-être des renseignements sur des actes terroristes passés et prévus. Certains ont contesté les tactiques agressives employées par le gouvernement, mais c'est plus particulièrement la question de la garde à vue qui a été largement discutée.

La juge Gladys Kessler, qui siège au tribunal de grande instance du District de Colombie, vient d'ordonner au gouvernement de divulguer les noms des personnes actuellement détenues, ce dont le gouvernement s'était abstenu. Les détenus sont libres de consulter des avocats, et l'ont toujours été ; ils sont libres également, ainsi que leur famille, de faire connaître publiquement leur détention, et l'ont toujours été. Le ministère de la justice préférerait ne pas publier leurs noms, craignant surtout que des éléments terroristes se servent de ces renseignements ou que cela n'expose les détenus à des risques une fois qu'ils seront rentrés dans leur pays d'origine. La question sera réglée de manière définitive à une date ultérieure, étant donné que l'administration a fait appel de la décision de la juge Kessler.

Une troisième série de questions concerne les procès intentés aux personnes soupçonnées d'être des terroristes. Le gouvernement fait des distinctions entre les ressortissants étrangers, les citoyens américains, et les combattants qui peuvent être directement inculpés de crimes de guerre. Dans le cas des combattants, l'intention du gouvernement de traduire devant des tribunaux militaires ceux qui ont été faits prisonniers sur le champ de bataille (ces combattants actuellement détenus à la base militaire de Guantanamo) ou capturés alors qu'ils se livraient à des activités militaires, ont initialement donné lieu à certaines préoccupations. La publication des règles de procédure des tribunaux militaires a permis de constater que la plupart des protections normalement accordées par la loi l'étaient toujours. Par ailleurs, le décret présidentiel reconnaissant la compétence de tels tribunaux n'exclut pas la possibilité d'engager des poursuites civiles contre les personnes soupçonnées de terrorisme.
La dernière question sur laquelle portent actuellement les débats est moins spécifique. Même si les procureurs et les enquêteurs du parquet agissent dans le respect des dispositions de la loi, certains défenseurs de libertés civiles estiment que leurs actions, le recueil agressif de renseignements, la stricte application des lois d'immigration, la formation de tribunaux militaires, ont pour effet de créer un climat défavorable à la liberté des débats.

D'autres répondent à cette critique en notant que la réaction rapide des autorités gouvernementales et du public, devant les mauvais traitements infligés à certains Américains d'origine arabe et à certains visiteurs après le 11 septembre, la discussion ouverte et illimitée de la politique à appliquer pour lutter contre le terrorisme, et le respect des règles de procédure des poursuites judiciaires prouvent l'importance et la vigueur des libertés civiles et le bon fonctionnement des dispositions constitutionnelles relatives à l'équilibre des pouvoirs, même en ces temps difficiles. De ce point de vue, l'attachement des citoyens américains aux libertés civiles est aussi résolu et aussi vigoureux que l'appui qu'ils accordent à la lutte contre les terroristes qui voudraient les priver de ces mêmes libertés.

*M. Blitz a été directeur associé de l'Agence d'information des Etats-Unis. Il est actuellement chef du département d'administration publique du Claremont McKenna College.*

---

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du Gouvernement des Etats-Unis.*

# La réfection du Pentagone exemplifie le ressort de l'Amérique

Jacquelyn Porth

Grâce à un remarquable projet de reconstruction, le quartier général des forces armées américaines se relève de ses cendres.

Arlington, Virginie – Le 11 septembre 2001, des terroristes ont détourné un avion de ligne américain pour attaquer ce que le ministre de la défense Donald Rumsfeld appelle à juste titre le « symbole de la puissance militaire de l'Amérique ». En un instant terrifiant, lancé à 560 km/h, l'avion devenu missile a pénétré trois des cinq cercles concentriques de corridors du Pentagone et les tonnes de carburant d'aviation qu'il transportait dans ses réservoirs ont réduit en poussière le béton armé du bâtiment.

Sous le choc, c'est une section d'un cinquième du Pentagone qui s'est embrasée et dont la charpente a cédé comme elle l'aurait fait durant un séisme. La catastrophe s'est produite 60 ans jour pour jour après le début de la construction de cet édifice où des employés militaires et civils travaillent 24 heures sur 24 pour assurer la défense des Etats-Unis. Cette attaque contre l'un des plus grands bâtiments administratifs du monde a tué 125 de ces employés, en a gravement blessé 110 autres et les 59 passagers du vol 77 d'American Airlines qui s'est écrasé sur le bâtiment ont péri instantanément.

Outre les dimensions humaines de la catastrophe, plus de 37 000 mètres carrés de bureaux ont été mis hors de service et des employés chargés de missions essentielles pour la sécurité nationale ont été déplacés. Les efforts de reconstruction ont été entrepris presque immédiatement sur ce site qu'un journaliste international a appelé « l'autre Ground Zero ». Le projet de réfection et de réparation des dommages causés par l'attaque, l'incendie, la fumée et les dégâts de l'eau, a été baptisé fort à propos « Phœnix », du nom de l'oiseau mythique qui renaît de ses cendres. Quelque 3 000 personnes se sont mises à l'œuvre pour remettre en état une zone de près de 186 000 mètres carrés.

Un an plus tard, ce qui semblait pratiquement irréalisable au départ a été accompli au Pentagone. Les ouvriers de la construction ont déblayé 45 000 tonnes de gravats et ont fourni l'équivalent de 3 millions d'heures de travail

pour faire ce que certains avaient qualifié initialement d'impossible : permettre aux fonctionnaires du ministère de la défense de réintégrer leurs bureaux avant le 11 septembre 2002.

Cette date anniversaire fixée pour cible ne l'a pas été par de hauts responsables mais par des ouvriers à l'œuvre sur le terrain, dont beaucoup d'immigrants, qui en ont convenu par consensus et qui se sont acharnés au travail devant des gigantesques horloges numériques qui égrenaient le compte à rebours des jours, heures, minutes et secondes les séparant de la date limite de septembre 2002. Ce fut un véritable marathon. Selon Brett Eaton, chef d'équipe pour les communications ayant trait au projet, nombreux sont les ouvriers qui « ont sacrifié toute vie personnelle pour mener les travaux à bien », sacrifice qu'ils considéraient comme bien peu de chose au regard de la perte de collègues et d'êtres chers disparus dans la catastrophe.

Le sentiment d'urgence était tangible, dit M. Eaton : « Tous les ouvriers… comprenaient que le monde entier nous regardait pour voir comment le Pentagone réagirait. »

Ce sont d'abord 600 employés qui ont réintégré leurs bureaux avec plusieurs semaines d'avance sur la date d'anniversaire. Certains des premiers ont exprimé leur enthousiasme bien compréhensible « de revenir exactement au même endroit », ainsi que leur satisfaction devant un retour plus ou moins à la normale.

Peter Murphy, conseil juridique du commandant du Corps des Marines, figure parmi ceux qui ont retrouvé leur bureau au mois d'août. Il a déclaré à la presse qu'il était important de continuer le travail et de montrer que « nous n'allions pas laisser les terroristes nous dicter notre avenir ». La réintégration de leurs bureaux apportera également un sentiment d'achèvement aux 3 000 membres de l'armée de terre et de la marine qui reviendront d'ici la date anniversaire de l'événement.

L'attaque du 11 septembre a touché une partie du bâtiment qui venait d'être rénovée et équipée de nouveaux extincteurs automatiques qui ont limité la propagation de l'incendie, et de fenêtres résistantes à l'effet de souffle qui ont retardé l'effondrement des parois assez longtemps pour permettre à un bon nombre de personnes de sortir. Sur la base des récits des rescapés et de leurs difficultés à sortir du bâtiment, de nouveaux dispositifs de sécurité ont été mis en place. Toutes les portes de sortie intérieures et les poignées de porte des bureaux, des cages d'escaliers et des toilettes sont désormais équipées de ruban adhésif luminescent qui permet de les repérer dans l'obscurité pendant quatre heures. Des signaux de sortie ont été ajoutés au rez-de-chaussée, car de nombreux employés enfermés dans le labyrinthe des bureaux envahis de fumée n'avaient pas pu trouver de voies d'issue le 11 septembre. De nouvelles rampes d'éclairage ont également été installées au niveau du sol.

Une nouvelle salle dite de méditation rappelle également l'événement. Un emblème de grande taille en vitrail rétro-éclairé représentant un aigle et le soleil au-dessus du Pentagone domine la pièce ; il porte une inscription : « Unis dans le souvenir », ainsi que la date de la tragédie. Une deuxième salle est dédiée à la mémoire des « héros de l'Amérique » qui ont péri dans la catastrophe. Jean Barnak, directrice adjointe du projet Phœnix pour la Section Un, signale que sur les murs de cette pièce seront gravés les noms des 184 disparus, occupants du bâtiment et passagers de l'avion.

Les travaux de l'année écoulée ont aussi apporté des changements à l'extérieur du bâtiment. La section restaurée ne se distingue pas des autres, malgré la pose de 4 000 blocs de pierre transportés par camions du Midwest. La pierre a été extraite de la même carrière, dans l'Indiana, et de la même veine que celle qui avait été utilisée pour construire le Pentagone, il y a 60 ans. Des machines d'extraction datant de 1941 ont été retrouvées et utilisées pour que les marques de sciage des nouveaux blocs correspondent exactement à celles des blocs d'origine. Le Pentagone étant classé bâtiment historique, on s'est soigneusement attaché à ne pas en modifier l'aspect.

Le processus de réfection a également porté sur l'aménagement paysagiste qui avait été gravement endommagé. Des lilas des Indes, du houx et des magnolias ont été plantés devant la nouvelle façade.

Mais il reste un souvenir frappant de la furie de la récente attaque : un seul bloc de pierre rectangulaire calciné, marqué et fissuré, provenant du mur extérieur d'origine, qui se distingue clairement des nouvelles pierres, et qui porte simplement gravée la date du 11 septembre 2001. Il se trouve près du point d'impact de l'avion et recouvre une capsule commémorative mise en place le 11 juin par le ministre adjoint de la défense Paul Wolfowitz pour marquer l'achèvement des travaux extérieurs.

La capsule de bronze est dédiée à la mémoire des victimes et contient divers articles choisis par les familles de celles-ci, par les ouvriers de la construction et par des respon-

sables du ministère de la défense « pour témoigner de la force et de la détermination » des Américains. Une liste nominative des personnes tuées lors de l'attaque du Pentagone, une liste des noms des 46 000 personnes qui ont écrit pour exprimer leur gratitude envers ceux touchés par l'attaque, ainsi que des insignes d'agents de police et de pompiers ayant participé aux opérations de secours figurent entre autres parmi les objets qui y ont été placés.

Pour l'un des sauveteurs du comté de Montgomery, dans le Maryland, la rapidité de la reconstruction est un « témoignage du ressort de notre nation », et de l'avis du capitaine Troy Lipp, le Pentagone reconstruit est « un grand symbole » qui « revêt une importance considérable pour tout le pays ».

Lorsque la reconstruction de l'extérieur du bâtiment a été terminée, M. Wolfowitz a déclaré que les « patriotes » qui avaient péri sur cette terre du nord de la Virginie incarnaient des valeurs qui sont « étrangères » aux auteurs de l'attaque. La reconstruction du Pentagone « fait partie de la lutte contre le terrorisme », a-t-il noté lors de la cérémonie du 11 juin, et le retour des gens dans leurs bureaux moins d'un an après l'événement « renvoie un message aux terroristes par lequel nous leur faisons savoir que non seulement nous reconstruisons, mais aussi que nous sortons renforcés de l'épreuve ».

Le conseiller psychologique Victor Welzant a rappelé récemment à un groupe d'employés du Pentagone que l'observation des anniversaires faisait « partie intégrante de notre culture ». Les Américains, a-t-il déclaré, sont « programmés » ainsi, et il a prévenu que le premier anniversaire viendrait réveiller de grandes émotions chez les gens. Mais quelles que soient les réactions déclenchées et les questions qui subsistent au sujet des attaques, il a fait remarquer qu'il s'agissait là du processus normal de guérison.

Les Américains abordent l'anniversaire de l'événement et le processus de guérison de multiples manières. Les parents et collègues immédiats des victimes participeront à la cérémonie organisée sur le site du projet Phœnix le 11 septembre 2002. Le commandant en chef des forces armées, le ministre de la défense et le chef de l'état-major interarmées prononceront des allocutions. Une minute de silence sera observée à 9 h 37, heure à laquelle l'avion s'est écrasé sur le Pentagone.

Les membres de certaines familles, tels que Jim Laychack qui a perdu son frère lors de l'attaque contre le Pentagone, espère tirer un réconfort de la présence d'un monument commémoratif qui devrait être construit à proximité de « l'autre Ground Zero ». « Nous estimons que nous devons cela à ceux que nous aimions et qui ne sont plus », a-t-il dit. Le monument sera érigé du côté ouest du site du Pentagone, aussi près du point d'impact que la sécurité le permettra.

Les parents des victimes ont contribué à définir les critères de conception du monument. M. Laychack espère que celui-ci exprimera « le sentiment de perte éprouvé par les gens ordinaires, les frères, sœurs, épouses et pères des disparus ». Les parents se rendent compte qu'il est « trop facile d'oublier » ceux dont la vie « a été abruptement interrompue » et ils souhaitent qu'un mémorial durable vienne rappeler ce qui s'est passé là. Leur souhait sera réalisé pour le second anniversaire de l'événement, le 11 septembre 2003.

La construction du monument commémoratif du Pentagone, une fois fait le choix définitif du dessin en décembre, sera confiée au corps du génie de l'Armée de terre. Plus de 50 pays ont déjà communiqué des propositions aux responsables du projet. Pour Carol Anderson-Austra, directrice du projet de construction du monument pour le corps du génie, le fait que tant de propositions aient été soumises démontre « à quel point l'attaque a touché les gens du monde entier ». Les gens qui veulent la paix dans le monde ou qui souhaitent réconforter les familles, dit-elle, tiennent à exprimer leur solidarité en participant au projet et à faire savoir « qu'ils n'oublieront jamais ».

Reed Kroloff, conseiller du corps du génie pour le monument et membre du conseil d'administration du National Building Museum, fait remarquer que si les terroristes cherchaient « à déstabiliser ou à démoraliser » les Etats-Unis, leurs actes ont eu « l'effet diamétralement opposé ». L'Amérique va reconstruire le Pentagone, ériger un monument à la mémoire des victimes, et, souligne-t-il, « elle s'est remise sur pied à une vitesse record ».

Ceux qui s'efforcent encore de comprendre ce qui s'est passé l'an dernier sur les rives du Potomac devraient garder à l'esprit les paroles du ministre de la défense : « Des cendres, l'espoir renaît ».

---

*Jacquelyn Porth est journaliste pour le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat ; elle se spécialise dans les domaines de la sécurité et de la défense.*

# L'âme d'un patriote : le 11 septembre et la liberté aux Etats-Unis

Roger Rosenblatt
Professeur d'anglais et de littérature au Southampton College, université de Long Island.
Essayiste au magazine *Time*.

« Nous sommes, de façon consciente ou non, en quête perpétuelle d'une expression ennoblie de notre existence. Les événements du 11 septembre ont précipité cette quête et, quoi qu'il arrive, cette introspection nous aura certainement changés pour le mieux. »

J'écris cet essai environ un mois avant le premier anniversaire du 11 septembre dans un village tranquille du Long Island, dans l'Etat du New York. C'est d'ici que j'ai suivi sur mon écran de télévision les attaques du 11 septembre. Je tente d'analyser l'évolution de notre pensée depuis ce jour sombre. C'est une réflexion sur le patriotisme, mais également sur la façon dont la pensée évolue dans un pays libre. Le patriotisme aux Etats-Unis, comme dans toute autre vraie démocratie, est inconstant ; il évolue de façon plus imperceptible que dans un pays où la pensée individuelle est plus contrôlée. Ici, l'expression de l'amour de la patrie est exubérante et vigoureuse une minute, justifiée et essentielle la suivante. Elle est à la fois critique et sentimentale, car l'un des précieux périls liés à la liberté est que champ libre est laissé à l'esprit.

L'été touche à sa fin et mon village est pratiquement tel qu'il était le 11 septembre, surtout en semaine lorsque les vacanciers repartent et que les bateaux à moteur rendent la baie aux mouettes. Les cormorans se rassemblent sur les poteaux. Les aigrettes chassent dans les marais d'où s'élève une forte odeur qui finit par s'atténuer. La plupart du temps, le ciel s'enveloppe de nappes diaphanes de brume bleue et le vent souffle juste assez pour faire trembler les hautes branches des arbres qui s'assombrissent de plus en plus tôt, annonçant l'arrivée d'une autre saison. S'il vous arrivait un matin de demander à l'un de mes voisins comment il va, il vous répondrait : « Très bien. » Et il serait sincère même si, après les événements tragiques de l'année dernière, tout le monde sait que cette sérénité peut être visée à n'importe quel moment.

Tout peut arriver. Dans la pièce de John Guare, « Lydie Breeze », un personnage perdu déclare : « Tout peut arriver. » Ce sentiment s'exprime parfois de façon joyeuse lorsqu'on achète un billet de loterie, mais plus souvent il se teinte d'amertume, résultat d'une confrontation à la dure réalité qui fait penser que l'homme ne peut avoir le contrôle total de sa destinée. Tout peut arriver : le cancer, un accident de voiture, des avions qui s'écrasent contre des gratte-ciel.

Il en est de même, je crois, de la pensée patriotique depuis le 11 septembre. Comme il est libre d'évoluer à sa guise, l'esprit américain a pris un certain nombre de virages, bien plus qu'à tout autre moment de ma vie. Pendant les années de la lutte pour les droits civiques et les années soixante, notamment durant la guerre du Viêt Nam, la manifestation du patriotisme s'est faite de façon intermittente et par à-coups, mais jamais autant que depuis les 12 derniers mois. L'emportement ou même la passion de l'esprit n'ont jamais été aussi bruts. Le fond de la pensée s'est nuancé. Mais, comme il n'y a pas eu d'autres attaques depuis le 11 septembre aux Etats-Unis, l'esprit a un peu perdu le cheminement de sa pensée. Les réflexions sur le pays évoluent naturellement vers celles sur la famille, sur le chien, sur la cuisine ; bref, elles s'intègrent dans la vie de tous les jours aux Etats-Unis.

Au lendemain des attaques, le patriotisme s'est armé et a revêtu les habits de deuil. Pour la plupart d'entre nous, la colère et le chagrin ne faisaient qu'un et une émotion en déclenchait une autre. Cela était normal, surtout après des événements aussi brutaux. De ma retraite bucolique, j'ai observé les gens, j'ai observé la destruction de ma ville et j'ai voulu me venger – pas seulement par esprit de vengeance, même si j'en étais fort tenté, mais pour protéger les miens, mon pays et ma maison.

Pendant des jours et des jours, nous avons eu le regard fixé sur les corps sortis des décombres, sur les visages inquiets des femmes, des maris et des parents. Nous nous sommes aperçus que nous connaissions des victimes. Nous sommes allés à des enterrements. Le fiancé d'une amie de ma fille a été tué alors qu'il travaillait en tant que courtier dans l'une des tours du World Trade Center. Lors de ses funérailles, plus d'un millier de personnes étaient présentes, la majorité étant des jeunes de vingt ans tentant d'accepter le fait que tout peut arriver. Heure après heure, nous avons vu des clichés de sauveteurs s'enfonçant dans un nuage épais de fumée et de poussière. Des pompiers morts. Des policiers morts. Un père, dont l'enfant avait disparu, s'accrochant à l'espoir que l'enfant, perdu, errait encore dans les rues.

Rapidement, un sentiment plus calme et réfléchi s'est ajouté à cette colère et à ce chagrin. On a commencé à apprécier une qualité qu'on ne prête généralement pas aux Américains : la dignité fondamentale de l'homme. Les opérations de sauvetage héroïques et inlassables témoignaient de la dignité de ces gens qui faisaient leur travail et de la dignité inhérente à celui-ci. C'était la dignité du commun des mortels, un vieil idéal qui renaissait grâce à des circonstances tragiques, mais qui avait toujours été présent aux Etats-Unis, un idéal que représentent « L'Homme à la houe » du XIXe ou le « G.I. Jœ » du siècle dernier. Mais la compassion réciproque des travailleurs et celle exprimée par la plupart des Américains ont aussi révélé une forme plus profonde de dignité. Solennellement, la vie retrouvait son côté précieux. Ceux qui ont vu les sauveteurs ôter leur casque et former une haie d'honneur pour le passage des corps des victimes recouverts du drapeau américain ne l'oublieront jamais.

L'esprit patriotique s'étant affiné, il a commencé à s'intéresser de plus près aux événements. Les Américains ont réagi aux décisions prises par le gouvernement en fonction de leurs opinions politiques et de l'histoire du pays. Au moment des attaques, seuls ceux cherchant à pontifier ou à tenir des propos insensibles ont abandonné leur pays plongé dans le désarroi. Mais peu de temps après, lorsque le ministère de la Justice et d'autres hauts responsables ont commencé à parler de tribunaux militaires, de violation de la confidentialité des propos échangés entre les avocats et leurs clients et de détention provisoire de suspects sans chef d'accusation ou preuves, beaucoup d'Américains ont dit : « Quoi ? » et ont été doublement surpris lorsqu'ils ont appris qu'en vertu de la loi « USA PATRIOT » – votée par le Congrès et approuvée par le président Bush en octobre 2001 – le FBI mettait son nez dans les bibliothèques pour vérifier ce que les gens lisaient. A mon avis, la destruction de toute civilisation commence lorsque ceux qui détiennent le pouvoir surveillent ce que le peuple lit.

Le patriotisme exige la déloyauté à de tels agissements. Une des composantes les plus astucieuses de ce pays est que la déloyauté est intégrée dans son système – une déloyauté non pas aux principes mais à ses dirigeants. Dès que nos dirigeants s'écartent des principes, nous sommes encouragés et même tenus de les corriger.

D'autres propos allant contre l'ordre établi ont été tenus. Certains ont affirmé que nous étions justifiés dans notre guerre contre Al-Qaida, car Dieu était de notre côté. Mais c'était justement ce que croyait Mohamed Atta, l'un des terroristes aux commandes de l'un des avions détournés. Dieu était du côté des talibans, c'est grâce à lui qu'ils ont pu accomplir leur mission. Le chef des talibans, Mohamed Omar, s'est peut-être demandé si Dieu était vraiment avec lui. Le 11 septembre, Dieu était en effet de son côté. Quelques semaines plus tard, lorsque la ville de Kandahar est tombée, le mollah aurait peut être dû aller trouver un Dieu plus compétent.

« Un fanatique, explique M. Dooley, le personnage fictif de Finley Peter Dunne, est un homme qui fait ce que Dieu ferait – croit-il – s'il connaissait les détails de l'histoire. » (1) La première raison pour laquelle nous avons institué la séparation de l'Etat et de l'Eglise, ce n'est pas seulement pour éviter l'existence d'une religion d'Etat, mais pour empêcher les conséquences d'une religion d'Etat, la conséquence la plus mortelle étant de croire que Dieu est de son côté. Bien évidemment, nous aimerions croire que Dieu est avec nous, car les terroristes ont tort et nous sommes dans notre bon droit, et n'importe quel Dieu, digne de ce nom, en serait convaincu. Mais il est préférable et plus sain pour un pays de ne pas connaître les intentions de Dieu. Les Etats-Unis sont le plus religieux des pays industrialisés et cela s'explique peut-être par le fait que nous considérons la religion comme étant un domaine essentiellement personnel.

L'esprit patriotique est ainsi devenu plus conscient de ses penchants néfastes. En octobre et novembre, il était facile de considérer tous les musulmans comme des poseurs de bombes. On ne voulait pas tous les interner certes, mais il fallait au moins les surveiller de près. Heureusement, il n'y a eu que peu de cas de harcèlement public. Nous ne pouvons que saluer le président Bush quand il s'est élevé pour nous rappeler que les Arabo-Américains étaient vraiment des Américains. Malheureusement, nous avons commencé à catégoriser notre manière de réfléchir. Quelqu'un a utilisé l'euphémisme de « profilage racial ». Notre patriotisme était mis à l'épreuve. Notre pays est composé de tous ceux à qui nous avons ouvert la porte et certains invités se retournaient contre nous. Etions-nous vraiment sincères quand nous affirmions respecter toutes les traditions et toutes les croyances ? Nous avons pris la mesure, comme par le passé déjà, des dangers de la politique de la porte ouverte, nous, les produits reconnaissants de cette politique.

On n'a pas exprimé de façon formelle ce genre de réflexions. Elles ont vu le jour quand l'occasion s'est présentée. L'esprit américain réagit de la même façon qu'il s'agisse de patriotisme, de candidat politique, de bière ou de parfum de crème glacée. Il suit le cours des événements, il est le cours des événements. A son hétérogénéité, s'ajoutent le sens de l'autodérision de ce pays : les humoristes de la télévision se réjouissant des maladresses verbales du président, le président déclarant lui-même : « ils m'ont mal sous-estimé » ; le fait que le pays confonde perpétuellement et délibérément respect et dérision et le penchant des Américains à ne rien prendre au sérieux, mais en même temps à tout prendre au sérieux, même les blagues d'Oussama ben Laden. Si nous avions réfléchi un instant à tout cela (mais qui l'a fait ?), nous aurions compris que l'autodérision fait également partie du patriotisme : la rigolade en tant que liberté d'expression.

On ne peut oublier de mentionner la tendance des Etats-Unis à se laisser porter par les événements. Même dans des situations urgentes et menaçantes, l'esprit essaie toujours de se dérober, peut-être parce qu'en général la vie est belle et permet ce genre de laisser-aller ou parce que le rêve est une tradition nationale ; le pays lui-même était un rêve au départ. A l'étranger, les gens pensent que parce que nous sommes un pays dynamique, nous sommes aussi ambitieux, mais nous, nous ne sommes pas dupes. En dépit de notre réputation de « battants », nous sommes capables de rêvasserie bien plus que nous n'aimerions l'admettre. Tous nos héros étaient de grands rêvasseurs – Huck, Holden, Rip (2), de même que certains personnages ayant réellement existé tels Jefferson, Franklin et Edison. Nous avons les pieds sur terre, mais nous pouvons avoir la tête dans les nuages. Quand j'étais enfant, le maître me surprenait souvent en train de rêvasser, le regard tourné vers la fenêtre ; il me posait la sempiternelle question : « Roger, veux-tu bien revenir sur terre ? » Et je me disais en mon for intérieur que je n'en avais pas vraiment envie.

Notre rêvasserie est liée à notre désir de rester à l'écart – même après le 11 septembre, alors que nous savions parfaitement qu'il fallait graviter vers le même pôle. Mais, de tout temps, notre tempérament ne nous a permis de faire front commun que pendant un certain temps. Inévitablement, nous ruons dans les brancards. Un des charmes insolites de ce pays est que la plupart d'entre nous n'avons pas le sentiment d'être « dans le coup » ; d'ailleurs, nous connaissons peu de gens qui affirmeraient l'être. Si l'on en croit les candidats aux élections présidentielles, aucun d'eux n'a jamais mis les pieds à Washington, D.C. Les anciens membres du Congrès et des sénateurs votaient assurément de leur voiture, en faisant le tour du périphérique. Washington est connue pour être une ville d'initiés. Un initié, le mot sous-entend, c'est quelqu'un qui est non seulement là où se trouve le pouvoir, mais également qui a des idées avec lesquelles on n'est pas d'accord, ou qui est un escroc. Ne pas être « dans le coup » est une forme d'autosatisfaction ; seuls les meilleurs en sont capables. Guerre ou pas, nous nous distançons autant des événements que nous nous en préoccupons.

Dans une démocratie, l'expression de l'amour de la patrie suscite d'étranges réactions. On est libre d'aimer l'Amérique un peu, beaucoup, ou pas du tout ; de l'aimer

inconditionnellement ou de partir. On ne peut qu'être reconnaissant au premier Amendement, surtout en cette période difficile, et à la Constitution, qui prévoit la possibilité d'amendements, de permettre de laisser dire des choses que l'on ne veut pas entendre. Il y a quelques années, un lanceur remplaçant d'une grande équipe de base-ball avait déclaré qu'il ne supportait pas de prendre le métro de New York entouré de toutes ces femmes dépendant de l'aide sociale, de tous ces homosexuels et de tous ces immigrés. Les Américains, horrifiés, s'étaient exclamés : « Il ne peut pas dire ça. » La beauté de notre système est que oui, il peut le dire et pire encore, il peut piétiner le drapeau s'il le souhaite, et même si cela nous déplait fortement et que nous ne voulons pas le voir, nous le laisserons faire. Le premier Amendement est là pour tous et, dans un sens, notamment pour les imbéciles.

Tout peut arriver. Ceci est la leçon du 11 septembre. Où étiez-vous le 11 septembre ? Ou plus exactement, où étiez-vous le 10 septembre ? Les bouleversements de la vie, à l'instar de ceux de l'esprit libre, échappent toujours à notre contrôle. Le patriotisme lui-même dans un pays libre est incontrôlable et revêt de nombreuses formes : la colère, le chagrin, la compassion, l'estime mutuelle, la critique, le doute, l'amusement, la rêverie et l'indépendance des individus. Ce qui peut arriver à une nation peut arriver à un état d'esprit, surtout dans un pays qui doit sa naissance à un état d'esprit. Si nous devons tirer une leçon, c'est que la liberté est plus complexe et alambiquée que ce que nous avions imaginé.

Dès avril ou mai, le pays ne pensait presque plus à l'Afghanistan ou à Oussama ; cela faisait des mois qu'on ne l'avait pas vu sur des cassettes. La situation différait de celle décrite par Orwell dans son livre « 1984 ». Nous n'étions pas encombrés d'un gouvernement capable d'infliger une correction à nos ennemis en plantant de fausses informations. Ce n'est pas que nous ayons oublié notre besoin de sécurité ou même oublié notre désir de punir. Mais ces pensées se perdaient dans le flot d'informations qui touchaient nos vies. Maintenant, c'était Israël la cible principale des terroristes et, en Europe, l'antisémitisme revenait nous hanter ; nous apprenions que de grandes sociétés étaient des escrocs, détruisant de nombreuses vies ; la bourse s'effondrait lamentablement ; les joueurs de base-ball et les propriétaires des équipes menaçaient de ruiner une saison par avidité.

Où en étions-nous dans notre pays ? Où en étions-nous par rapport au reste du monde ? Nous n'aimons pas trop nous préoccuper du reste du monde. Les grandes multinationales aiment à penser que le monde entier est un client. Mais pour nous autres Américains, le monde est simplement devenu un endroit lointain secoué par des séismes et des inondations, surtout depuis que la Russie s'est métamorphosée, devenant presque une amie plutôt qu'une menace. On nous a dit que si nous avions été plus à l'écoute du monde arabe, nous aurions pu prévoir et peut-être même empêcher les attaques du 11 septembre. On nous a dit que si nous avions prêté plus attention à nos ennemis dans le monde, nous aurions pu les sortir de l'indigence et mieux nous faire connaître, leur montrer que nous sommes des gens biens, respectables, justes et charmants.

Néanmoins, lorsque le patriotisme s'insère dans ces fervents souhaits, il les dilue. Depuis le 11 septembre, pour chaque moment d'introspection teinté de regrets, il y en a eu deux pendant lesquels nous nous sommes dit : « Après tout, pourquoi devrions-nous nous préoccuper du reste du monde ? Pourquoi devrions nous nous excuser d'exister ? Si nous avons commis des bévues épouvantables dans l'histoire de nos relations internationales, sont-elles pires que celles des pays qui ne nous apprécient guère ? Pouvez-vous nous dire quel autre pays dans l'histoire du monde a fait autant de bien pour ceux qui meurent de faim, pour les pauvres, pour une planète ravagée par les guerres ? Nous sommes intervenus en Bosnie, nous tenons à le souligner, simplement parce que nous estimions en avoir le devoir. Les pays musulmans devraient s'en souvenir avant de s'insurger contre le Grand Satan ».

En résumé, notre vigilance à l'égard de ce qui se passe ailleurs dans le monde n'a probablement pas contribué à nous en rapprocher, même si nous aurions aimé que ce soit le cas. Nous en avons conclu, et à juste titre selon moi, que nous n'avions rien fait pour mériter les attaques meurtrières contre notre peuple. Si l'éducation peut nous aider à l'avenir, alors surtout, éduquons-nous. Mais cela n'a rien à voir avec la décision démente prise par ces fanatiques.

Me serais-je cru capable de réagir aussi fortement avant le 11 septembre ? Je ne sais pas. Tout peut arriver. Les événements du 11 septembre ont testé notre patriotisme tout comme un esprit libre est mis à l'épreuve tous les jours. Il m'est arrivé de ne pas penser pendant des jours entiers au 11 septembre, à Al-Qaida, à l'Irak, ou même au fait que nous étions en état de guerre ou de crise. Seules les images de la douleur sont restées présentes. L'épouse de Danny Pearl, le journaliste exécuté ; les parents de Nathan Ross Chapman, premier soldat américain tombé sous les balles de l'ennemi au début de janvier et leur noble acceptation

de la nouvelle la plus terrible que l'on puisse recevoir : ce sont là des images que je n'oublie pas.

En grande partie, le patriotisme américain est axé sur des détails contrôlables. J'aime ma famille. J'aime mon village. Les autres sentiments plus nobles changent, grandissent, sont détournés, apparaissent et disparaissent. Ce dont se prévaut ce pays, et qui est plus important encore que la richesse et le pouvoir, c'est d'une certaine inconstance. Nous sommes, de façon consciente ou non, en quête perpétuelle d'une expression ennoblie de notre existence. Les événements du 11 septembre ont précipité cette quête et, quoi qu'il arrive, cette introspection nous aura certainement changés pour le mieux.

Pendant les dernières soirées d'août, les lourds rayons du soleil brillent plus intensément avant de disparaître hors de notre vue. Les haies projettent une ombre plus tôt et montrent des signes de flétrissement. Non loin d'ici, les ruisseaux s'écoulent dans la baie qui s'infiltre dans un canal où les pêcheurs, assis sur des blocs de bois, espèrent une bonne pêche ; la baie devient plus large avant de rejoindre l'Atlantique. Je suis quelque part. Notre pays est quelque part. Nous sommes convaincus d'être importants à nos propres yeux et à ceux des autres, d'avoir de bonnes raisons de survivre et de triompher et nous chercherons à en trouver d'autres.

1. Martin Dooley, propriétaire de bar, était le caractère fictif créé par le reporter d'un journal de Chicago, Finley Peter Dunne. A la fin du XIXe siècle, M. Dooley, qui s'exprimait avec un fort accent d'immigré irlandais (écrit phonétiquement dans la rubrique de Dunne), mêlait finesse, ironie et humour aux discussions des questions socio-politiques américaines qu'il avait avec ses clients fictifs, également des immigrés irlandais.

2. Huck Finn, personnage principal du roman de Mark Twain « Les aventures de Huckleberry Finn » ; Holden Caulfield, personnage principal du roman de J.D. Salinger « L'attrape cœurs » and Rip Van Winkle, le caractère principal du roman de Washington Irving « Rip Van Winkle ».

*Roger Rosenblatt est l'auteur de* Where We Stand: 30 Reasons for Loving Our Country.

---

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.*

# FAITS ET CHIFFRES

## Chronologie sélective des événements clés qui ont suivi les attaques du 11 septembre 2001

Préparée par le Bureau des programmes d'information internationale.

11 septembre : Deux avions de ligne détournés par des pirates de l'air percutent les tours du World Trade Center à New York. L'effondrement des tours, plus d'une heure après l'impact, fait craindre des milliers de morts. Un troisième appareil détourné s'écrase sur le Pentagone. Un quatrième, qui visait peut-être une autre cible à Washington, s'écrase en Pennsylvanie, dans la campagne du Somerset County, apparemment après une tentative des passagers de maîtriser les pirates.

8 h 48 (Heure de New York) – Le vol 11 d'American Airlines percute la tour nord du World Trade Center.

9 h 03 – Le vol 175 d'United Airlines percute la tour sud.

9 h 38 – Le vol 77 d'American Airlines s'écrase sur le Pentagone.

9 h 59 – La tour sud du World Trade Center s'effondre, suivie par la tour nord à 10 h 28.

10 h 00 – Le vol 93 d'United Airlines s'écrase en Pennsylvanie.
L'Administration fédérale de l'aviation (FAA) suspend tout trafic aérien aux Etats-Unis et déroute les vols internationaux vers le Canada. Les bureaux fédéraux et les bâtiments publics de Washington, de New York et d'autres grandes villes sont fermés.

16 h 10 – Le bâtiment 7 du World Trade Center s'écroule.

20 h 30 – S'adressant à la nation, le président Bush déclare : « Les attentats terroristes peuvent secouer les fondations de nos immeubles les plus hauts, mais ils ne peuvent pas ébranler les fondations de l'Amérique. Ces attaques brisent l'acier, mais ne peuvent entamer l'acier de la détermination américaine. »

Les attaques ont fait des milliers de victimes. Les autorités de la ville de New York estimaient initialement à plus de 5 000 le nombre de morts au World Trade Center et dans ses environs. Au fur et à mesure des révisions des listes, des vérifications et de l'identification des dépouilles mortelles de certaines des victimes, ce nombre a été révisé à la baisse.

Selon les autorités, 2 829 personnes ont péri au World Trade Center, y compris les passagers des vols 11 d'American Airlines et 175 d'United Airlines, et 453 employés des services de sécurité publique qui ont répondu à la catastrophe. Les morts venaient de plus de 90 pays du monde entier. Les restes de moins de la moitié des victimes ont été identifiés. (Source : Bureau du médecin légiste de la ville de New York ; chiffres officiels au 19 août 2002.)

Au Pentagone, en banlieue de Washington, 189 personnes ont été tuées, y compris les 64 passagers du vol 77 d'American Airlines.

Lorsque le vol 93 d'United Airlines s'est écrasé au sol dans l'ouest de la Pennsylvanie, 44 personnes ont trouvé la mort. (Source : Commission nationale de sécurité des transports.)

Les 19 pirates de l'air qui ont détourné les quatre appareils de l'aviation civile figurent parmi les plus de 3000 personnes tuées dans les attaques du 11 septembre.

12 septembre : Le Conseil de l'Atlantique nord invoque l'article 5 du Traité de l'Atlantique nord, considérant ainsi que les attaques terroristes lancées contre les Etats-Unis sont une attaque contre tous les Etats membres, et s'engage à fournir toute assistance nécessaire.

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies approuvent tous deux par acclamation des résolutions condamnant les attaques terroristes contre les Etats-Unis et appelant « instamment à une coopération internationale en vue de traduire en justice les auteurs, organisateurs et commanditaires des atrocités commises le 11 septembre 2001 ».

13 septembre : Le président Bush et le ministre de la justice John Ashcroft exhortent peuple américain à ne pas tenir les Arabo-Américains et les musulmans pour responsables des attaques terroristes et préviennent qu'ils réagiront promptement à toute violence à leur égard.

15 septembre : Le président Bush réunit ses conseillers en matière de sécurité nationale à Camp David (Maryland). Il confirme aux représentants des médias qu'Oussama ben Laden est un « principal suspect ». Le secrétaire d'Etat Colin Powell exprime sa satisfaction devant les expressions d'appui venues du monde entier : « Des dizaines de pays ont perdu des vies [au World Trade Center] et ils se rendent compte qu'ils étaient également visés par l'attaque ».

18 septembre : Le Conseil de sécurité des Nations unies demande aux talibans de livrer Oussama ben Laden conformément à la résolution 1333 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 19 décembre 2000. Cette résolution exigeait que les talibans cessent d'offrir refuge et appui aux terroristes et remettent ben Laden aux autorités qui enquêtent sur sa participation soupçonnée à d'autres actes terroristes.

19 septembre : Le président Bush prononce, devant une session conjointe des deux chambres du Congrès, une allocution qui est télédiffusée dans laquelle il donne les grandes lignes d'une vaste initiative des Etats-Unis et de la communauté internationale afin de mettre un terme au terrorisme mondial. Il nomme Al-Qaida et un réseau nébuleux de groupements terroristes comme principaux suspects des attaques du 11 septembre.

24 septembre : Le président Bush signe un décret gelant les avoirs de 27 organisations et particuliers soupçonnés de financer le terrorisme et d'appuyer Al-Qaida.

28 septembre : Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte à l'unanimité la résolution 1373 qui institue des mesures de grande portée pour combattre le terrorisme, mesures ciblant tout particulièrement l'appui financier dont les terroristes ont besoin pour mener leurs opérations.

4 octobre : Le président Bush annonce l'octroi de 320 millions de dollars d'aide humanitaire supplémentaire à l'Afghanistan. Il annonce également un nouveau rappel de réservistes de l'Armée de terre et de membres de la Garde nationale de l'Armée de terre. A ce jour, quelque 7765 réservistes et membres de la Garde nationale ont été rappelés depuis les attaques.

5 octobre : La semaine de débats de l'Assemblée générale des Nations unies se clôt sur une déclaration des Etats membres dans laquelle ceux-ci expriment l'horreur que leur inspirent les attaques du 11 septembre contre les Etats-Unis et l'espoir que leurs gouvernements pourront œuvrer de concert pour éradiquer le terrorisme de toutes les régions de la planète.

Au fur et à mesure que le gouvernement des Etats-Unis découvre des preuves supplémentaires liant les attaques à Oussama ben Laden et au mouvement terroriste Al-Qaida, il met à profit ses ressources et celles d'une coalition internationale pour passer à l'offensive contre Al-Qaida. Il est déterminé que le gouvernement taliban de l'Afghanistan accorde refuge et appui aux membres de cette organisation terroriste. Les talibans refusant de prendre des mesures contre Al-Qaida, la coalition dirigée par les Etats-Unis envisage d'attaquer les talibans et Al-Qaida en Afghanistan.

7 octobre : Le président Bush annonce qu'en réponse aux attaques du 11 septembre et conformément au droit de légitime défense individuelle et collective, les forces

armées des Etats-Unis ont lancé des frappes contre les camps de terroristes d'Al-Qaida et les installations militaires des talibans en Afghanistan.

10 octobre : Le porte-parole du département d'Etat Richard Boucher signale que des individus soupçonnés d'être des terroristes ont été arrêtés ou détenus dans 23 pays : 10 en Europe, 7 au Moyen-Orient, 4 en Afrique, 1 en Amérique latine et 1 en Asie de l'Est. Des mesures ont été prises par les autorités contre les avoirs financiers des terroristes ; les mesures prises visent ces avoirs dans 112 pays.

11 octobre : Le président Bush tient sa première conférence de presse diffusée en heure de grande écoute depuis les attaques. Il informe les journalistes que les talibans bénéficient d'une deuxième chance et que s'ils livrent ben Laden et ses associés : « Nous réexaminerons les actions prises contre votre pays ». Il annonce également que les Etats-Unis sont prêts à aider les Nations unies à établir un gouvernement afghan stable et représentatif, qui n'aurait de liens ni avec le terrorisme, ni avec le trafic de la drogue.

25 octobre : A Londres, le premier ministre Tony Blair informe les dirigeants du Parti conservateur de plans concernant l'envoi de troupes britanniques sur le terrain en Afghanistan. Le président Bush désigne Bahreïn comme un « allié majeur en dehors de l'OTAN ».

31 octobre : Le ministère de la défense fait savoir que le nombre de réservistes rappelés dépassera les 50 000. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) annonce qu'elle octroiera 11,2 millions de dollars aux Nations unies et à d'autres organismes humanitaires pour acheter 30 000 tonnes de blé à des pays d'Asie centrale en tant que secours alimentaires pour l'Afghanistan.

27 novembre : Des représentants de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement se réunissent à Islamabad (Pakistan) pour discuter de l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan.

3 décembre : Les Nations unies annoncent que le Programme alimentaire mondial emploiera plus de 2 400 femmes dans le cadre de son projet de distribution de secours d'urgence à Kaboul. Le recrutement des femmes dans ce contexte vise à inverser les effets de la politique des talibans qui, pendant cinq ans, a fermé aux femmes le marché du travail.

4 décembre : Des représentants afghans réunis à Bonn (Allemagne) signent un accord intérimaire visant à établir en Afghanistan un gouvernement post-taliban à large base, multiethnique, stable et représentatif, après 23 ans de guerre. L'administration intérimaire afghane serait dirigée par Hamid Karzaï, chef pachtoune de Kandahar.

13 décembre : Le ministère de la défense rend public un document vidéo sur lequel Oussama ben Laden parle des attaques terroristes du 11 septembre et où il déclare que la dévastation causée par les avions de lignes aux réservoirs remplis de carburant qui ont percuté les tours jumelles du World Trade Center a dépassé de loin ses attentes.

22 décembre : L'Autorité afghane intérimaire, entité multiethnique reflétant la composition géographique et religieuse de l'Afghanistan est formée et chargée de l'administration de la nation.

17 janvier 2002 : Le secrétaire d'Etat Powell rouvre officiellement l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul. Elle était fermée depuis 1989.

21-22 janvier : La Conférence internationale sur l'aide à l'Afghanistan a lieu à Tokyo. Les Etats-Unis annoncent une contribution de 296 millions de dollars pour appuyer les efforts de reconstruction en Afghanistan.

29 janvier : Le président Bush, dans son discours annuel sur l'état de l'Union, déclare : « Nos ennemis croyaient que l'Amérique était faible et matérialiste, que la peur et l'égoïsme nous feraient craquer. Leur erreur est à la mesure de leur diabolisme. » Il note que les Américains « montreront la compassion de notre pays dans le monde entier ». Il promet en particulier « d'encourager le développement, l'éducation et les possibilités économiques dans les pays musulmans ».

Les Etats-Unis disent clairement que leurs attaques en Afghanistan et leurs opérations antiterroristes dans le monde entier ne visent qu'Al-Qaida, les pays et les individus qui les appuient, et les autres terroristes.

Quelque 5 millions de musulmans vivent aux Etats-Unis. Ils jouissent des mêmes garanties de liberté de religion, d'appartenance politique et de libertés personnelles que tous les autres Américains ou résidents. Depuis les attentats du 11 septembre, les musulmans et les autres citoyens américains multiplient leurs prises de contact, reflétant leur vif intérêt et leur désir d'en savoir davantage sur l'islam et sur la place qu'occupent les membres de cette reli-

gion dans la nation américaine. Les médias populaires publient des articles ou diffusent des émissions spéciales sur ces questions ; les établissements d'enseignement s'attachent activement à dispenser davantage d'informations sur l'islam et les pays arabes dans leurs programmes de cours ; et les inscriptions aux programmes d'études portant sur le monde islamique et arabe enregistrent une augmentation substantielle. (Pour de plus amples informations, voir http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/frteror. htm)

11 mars : Deux colonnes de lumière bleue s'élèvent dans le ciel new-yorkais, à la fin d'une journée d'offices religieux et d'autres cérémonies du souvenir.

23 mars : La rentrée scolaire a lieu en Afghanistan. Les établissements d'enseignement accueillent les garçons et les filles pour la première fois depuis de longues années. Les Etats-Unis ont alloué 10 millions de dollars pour l'achat de fournitures scolaires et de manuels en langues dari et pachto.

17 avril : L'ancien roi Zahir Shah rentre en Afghanistan, sans prétention au trône.

30 mai : Une cérémonie organisée sur le site où s'élevait le World Trade Center marque la fin des efforts déployés pour retrouver les restes des 2 829 personnes tuées dans les attentats. A l'œuvre 24 heures sur 24 depuis la catastrophe, les équipes de travail ont déblayé 1,8 million de tonnes de gravats.

11 juin : Lors d'une cérémonie au Pentagone, une capsule commémorative est scellée dans le mur ouest du bâtiment reconstruit. Le dernier bloc de pierre qui referme le mur, gravé à la date du 11 septembre 2001, porte les traces noires de l'incendie causé par l'attaque.

12 juin : Le président Bush participe à la première réunion du Conseil de sécurité intérieure.

13 juin : L'assemblée de la Loya Jirga nouvellement constituée élit Hamid Karzaï aux fonctions de président du nouveau Gouvernement islamique de transition de l'Afghanistan.

18 juin : Le président Bush transmet au Congrès sa proposition de création d'un service de la sécurité intérieure dont le responsable participerait aux réunions du cabinet présidentiel, afin d'élaborer et de coordonner une stratégie nationale de lutte contre les menaces et les attaques terroristes.

6 juillet : Le vice-président afghan Haji Abdul Qadir et son chauffeur sont assassinés à Kaboul.

12 juillet : Le département des sapeurs-pompiers de New York se voit remettre la médaille d'or du courage et du dévouement à Paris.

Les membres des forces de lutte contre l'incendie et de police ont été honorés dans le monde entier pour leurs actions et leur héroïsme à la suite des attaques terroristes.

15 juillet : L'Américain John Walker Lindh, 21 ans, plaide coupable devant les tribunaux fédéraux d'avoir apporté de l'aide aux talibans. Il est condamné à 20 ans de réclusion.

---

*Le Bureau des programmes d'information internationale a rédigé le présent document à partir de diverses sources publiques, afin de donner un aperçu des grands événements de l'année écoulée.*
*Ce document ne prétend pas constituer un compte rendu exhaustif des activités de la Coalition mondiale contre le terrorisme, ni une expression officielle de la politique des Etats-Unis.*

# Reconstruire l'Afghanistan

Extraits d'un rapport de l'Agence américaine pour le développement international

« L'air est empreint d'un sentiment d'espoir et de liberté qui a été absent pendant de nombreuses années. Agissant dans une perspective à long terme, le gouvernement des Etats-Unis s'emploie à donner au peuple afghan des occasions de gagner sa vie, de se faire instruire et de bénéficier de soins médicaux au sein d'une société stable, gouvernée par des dirigeants justes. »

*Andrew Natsios, administrateur de l'USAID*

L'Afghanistan présente l'une des situations les plus difficiles, sur les plans humanitaire et du développement, auxquelles l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ait jamais eu affaire.

Des années de guerre civile, aggravées par la présence des talibans au pouvoir et la pire sécheresse de mémoire d'homme, ont ravagé le pays. Des 26,8 millions d'habitants que compte l'Afghanistan, environ la moitié vivent dans la misère. La malnutrition est monnaie courante. Cinquante pour cent des Afghans sont chômeurs, et 70 % analphabètes. Les atteintes systématiques aux droits de l'homme du temps des talibans ont eu pour effet de bloquer l'accès des femmes à l'éducation, aux soins médicaux et au travail, les empêchant de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Pratiquement toutes les institutions du pays et une grande partie de son infrastructure ont été détruites.

Lorsque rien n'est fait pour l'améliorer, un tel environnement devient un terrain propice au terrorisme et à d'autres mouvements déstabilisateurs. Déterminée à soutenir la guerre contre le terrorisme et fidèle à la tradition américaine de l'aide aux nécessiteux, l'USAID s'est engagée à participer à l'élaboration d'un avenir meilleur pour le peuple afghan.

L'USAID n'a ménagé aucun effort afin de lui faire parvenir l'assistance dont il avait le plus grand besoin. Même avant les attentats du 11 septembre, l'Afghanistan était le plus gros bénéficiaire de l'aide humanitaire octroyée par les Etats-Unis, ayant reçu 174 millions de dollars au cours de l'année budgétaire 2001.

Depuis ces attentats, les Etats-Unis continuent de jouer un rôle de chef de file pour ce qui est de satisfaire le besoin urgent en matière de vivres, d'eau, d'abris et de médicament en Afghanistan. L'acheminement en temps record d'une quantité sans précédent de denrées alimentaires, par les bons soins du Programme alimentaire mondial (PAM)

de l'ONU et grâce au concours financier de l'USAID, a permis de sauver de nombreuses vies. La majeure partie du blé, de l'huile et des lentilles qui lui ont été livrés provenait des Etats-Unis et ces aliments ont nourri plus de 9 millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Les Etats-Unis se sont engagés à allouer près de 300 millions de dollars au cours de l'année budgétaire 2002 au titre des secours à l'Afghanistan et à la reconstruction du pays. Sur cette somme, 184 millions sont gérés par l'USAID. Depuis la chute des talibans et l'établissement de l'administration provisoire afghane, le pays commence à concentrer ses efforts sur la reprise et la reconstruction, bien que la sécheresse se poursuive.

L'USAID œuvre de façon à commencer la construction d'une société sécurisée, stable et capable de répondre aux besoins de son peuple, élément sous-tendant la disparition de l'environnement propice au terrorisme.

Certes, les secours humanitaires s'avèrent encore nécessaires, mais ceci n'empêche pas l'USAID d'accentuer son action en faveur de la reconstruction. L'USAID s'est fixé quatre objectifs en la matière : rétablir la sécurité alimentaire et revitaliser l'agriculture aussi bien que les autres secteurs qui font vivre la population ; reconstruire le système d'enseignement en ruines ; améliorer la santé ; et consolider les institutions afghanes en vue d'assurer la stabilité à long terme. Mais c'est l'agriculture qui forme la clé de voûte du développement durable.

L'USAID œuvre en liaison avec l'administration provisoire afghane, les organisations humanitaires et le reste de la communauté internationale de façon à commencer la construction d'une société sécurisée, stable et capable de répondre aux besoins de son peuple, élément sous-tendant la disparition de l'environnement propice au terrorisme.

## La remise en état de l'agriculture

Traditionnellement, l'agriculture représente le secteur le plus important de l'économie afghane, mais l'instabilité, conjuguée à quatre années de sécheresse, a ravagé la capacité de production alimentaire du pays et appauvri les cultivateurs.

La période de sécheresse risque de se prolonger pendant au moins 12 à 18 mois, mais c'est à long terme que se mesure l'engagement de l'USAID.

L'agriculture emploie plus de 70 % des Afghans, et l'USAID aide les agriculteurs à rétablir la production et à travailler de manière plus rentable et plus efficace. Notre agence s'emploie notamment à remettre en état le système d'irrigation et à mettre à la disposition des agriculteurs des outils, du matériel agricole, 15 000 tonnes d'engrais, des vaccins pour le bétail et 7 000 tonnes de semences qui sont destinées à être plantées au printemps et qui pourraient produire 125 000 tonnes de vivres. Au cours des deux prochaines années, l'USAID fournira 48 000 tonnes de semences, ce qui signifie que la production agricole pourrait enregistrer une hausse de 772 000 tonnes. Les variétés améliorées de semences qui sont plantées résistent à la chaleur et elles laissent présager une augmentation de la production de l'ordre de 80 à 100 %.

Les cultivateurs et les petits commerçants se sont lourdement endettés pendant les années de sécheresse et d'instabilité. Criblés de dettes, les agriculteurs se tournent vers la culture du pavot en vue du trafic de stupéfiants et ils marient leurs filles à un jeune âge. L'USAID s'emploie donc à revitaliser l'économie rurale en encourageant les cultures de grande valeur, telle la culture de fruits, notamment de raisin, et celle de légumes. Des Afghans sont embauchés pour des travaux de réfection de l'infrastructure de base, par exemple la remise en état des routes qui relient les fermes aux marchés ainsi que des systèmes d'irrigation, et sont rémunérés en liquide. Dans la province d'Helmand, les agriculteurs qui cultivaient autrefois le pavot, dont on tire l'opium, ont saisi sans hésiter l'occasion offerte par l'USAID de réintégrer les marchés d'exportation, notamment pour le coton, les cacahuètes et les graines de légumes, qui leur étaient fermés pendant le conflit.

En outre, des spécialistes apprennent aux agriculteurs afghans de nouvelles méthodes de culture, de protection des récoltes et d'élevage. Avec le financement de l'USAID, l'association caritative Mercy Corps International se charge de planter des arbres fruitiers en pépinières, de distribuer des jeunes plants et d'établir des antennes vétérinaires.

Le manque d'eau constitue le plus gros obstacle à la revitalisation de l'agriculture. L'USAID finance le forage de puits, la reconstruction des systèmes locaux d'irrigation, la remise en état du système d'approvisionnement en eau et divers projets de conservation d'eau. Elle a confié à l'association FOCUS le soin de forer des puits dans les provinces de Balkh et de Baghlan ; cet organisme va également construire un réseau d'approvisionnement en eau dans la province de Bamiyan. D'autres organisations procèdent à la réfection des canaux et des réservoirs ainsi qu'à la construction de barrières contre l'érosion. L'USAID va financer l'évaluation, à l'échelle nationale, des ressources en eau du pays, afin de mieux comprendre les effets des quatre années de sécheresse et d'y remédier.

## Améliorer la scolarisation

L'éducation est une composante fondamentale d'une société stable et économiquement autonome. Sous les talibans, les filles de plus de huit ans n'avaient pas le droit de fréquenter l'école.

En 1999, sur les 4,4 millions d'Afghans d'âge scolaire que comptait le pays, 32 % étaient inscrits à l'école, selon les estimations. Quatre-vingt-douze pour cent des filles n'étaient pas scolarisées. Les institutrices et professeurs de sexe féminin, qui formaient 70 % du corps enseignant au début des années 1990, avaient été contraintes de démissionner. Un grand nombre des 3 600 établissements scolaires du pays avaient été endommagés, voire détruits, au cours des dizaines d'années de conflits, et les fournitures de base leur faisaient défaut.

Aujourd'hui, pour la première fois depuis longtemps, les filles ont accès à l'enseignement. Les femmes, naguère bannies des salles de classe – et de la société – ont repris le travail. L'administration provisoire afghane, le gouvernement des Etats-Unis, le Comité suédois pour l'Afghanistan, l'UNICEF et de nombreuses autres organisations unissent leurs efforts pour ramener enfants et enseignants à l'école et leur fournir les manuels, les fournitures et le matériel pédagogique nécessaires.

L'éducation est un atout social et économique pour la société afghane. Un environnement scolaire structuré donne aux jeunes le sentiment de vivre normalement et il leur apporte une certaine routine, après des années de chaos. Les adolescents qui fréquentent l'école sont moins susceptibles d'être recrutés par des milices et des groupes de criminels. Tous ont la possibilité d'acquérir de précieuses compétences, ce qui permettra à l'Afghanistan, au bout du compte, de se doter d'une main-d'œuvre compétitive au sein de laquelle hommes et femmes auront leur place. Le système éducatif intègre les femmes à la population active et leur donne les moyens de subvenir aux besoins de leur famille.

L'USAID a fait un don de 7,75 millions de dollars à l'université du Nebraska, à Omaha, qui a veillé à l'édition et à l'impression de près de 10 millions de livres de sciences, de mathématiques, de lecture, d'instruction civique et d'histoire-géographie pour les élèves du cours préparatoire à la terminale. Plus de cinq millions de livres ont été distribués par l'UNICEF dans le cadre du programme organisé par le gouvernement afghan en vue de la rentrée scolaire, à temps pour la reprise des cours, le 23 mars. Les manuels sont rédigés en pachto ou en dari et ils s'accompagnaient de suppléments à l'intention des enseignants et d'autres fournitures scolaires.

L'USAID finance l'organisation de stages de recyclage de deux semaines dispensés par cinq équipes de quatre enseignants-formateurs. D'ici à la fin de 2002, des milliers d'éducateurs afghans, dont beaucoup sont des femmes, auront bénéficié de ces cours.

Dans le cadre de son programme « Food-for-Education » (Des vivres pour l'éducation) et avec un concours financier de l'USAID, le PAM sert des repas nutritifs à 47 000 élèves de Kaboul et du nord-est de l'Afghanistan. Un million d'enfants seront concernés à mesure que cette initiative sera étendue à l'échelle nationale. A titre d'incitation, les filles qui fréquentent l'école de manière assidue reçoivent cinq litres d'huile de table par mois. Cette mesure a pour effet de réduire le taux d'abandon, d'accroître l'assiduité et d'encourager les familles à envoyer leurs filles à l'école.

En liaison avec le PAM et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'USAID remet à neuf plus de 600 écoles et donne à des boulangères les moyens de cuire du pain pour les élèves. Environ 50 000 enseignants reçoivent des denrées alimentaires à titre d'appoint à leur salaire, dans le cadre d'un programme national portant sur la fourniture de vivres aux fonctionnaires. Celui-ci s'insère dans les démarches de grande envergure qui sont entreprises par l'USAID en appui aux efforts du PAM en Afghanistan depuis octobre 2001 et est financé à hauteur de 118 millions de dollars.

# Bibliographie (en anglais)

## LIVRES et DOCUMENTS


**Alexander, Dean C. and Yonah Alexander**
*TERRORISM AND BUSINESS: THE IMPACT OF SEPTEMBER 11, 2001*
Transnational Publishers Inc., 2002, 272 pp.

**Barletta, Michael and others, editors**
*AFTER 9/11: PREVENTING MASS-DESTRUCTION TERRORISM AND WEAPONS PROLIFERATION*
Center for Nonproliferation Studies, 2002, 80 pp.
*Available at: http://cns.miis.edu/pubs/opapers.htm*

**Beamer, Lisa and Ken Abraham**
*LET'S ROLL: FINDING HOPE IN THE MIDST OF CRISIS*
Tyndale House Publishers, 2002, 280 pp.

**Bennett, William J.**
*WHY WE FIGHT: MORAL CLARITY AND THE WAR ON TERRORISM*
Doubleday, 2002, 176 pp.

**Bremer, L. Paul 3rd and others**
*DEFENDING THE AMERICAN HOMELAND: A REPORT OF THE HERITAGE FOUNDATION HOMELAND SECURITY TASK FORCE*
Heritage Foundation, 2002, 112 pp.

**Campbell, Kurt M. and Michele A. Flournoy**
*TO PREVAIL: AN AMERICAN STRATEGY FOR THE WAR AGAINST TERRORISM*
Center for Strategic and International Studies, 2001, 416 pp.

**Carr, Caleb**
*THE LESSONS OF TERROR: A HISTORY OF WARFARE AGAINST CIVILIANS: WHY IT HAS ALWAYS FAILED AND WHY IT WILL FAIL AGAIN*
Random House, 2002, 272 pp.

**Falk, Richard**
*THE GREAT TERROR WAR: THE WORLD AFTER SEPTEMBER 11*
Interlink Publishing Group, Inc., 2002, 256 pp.

**Friedman, Thomas L.**
*LONGITUDES AND ATTITUDES: THE WORLD IN THE AGE OF TERRORISM*
Farrar, Straus & Giroux, 2002, 224 pp.

**Goldberg, Danny and others, editors**
*IT'S A FREE COUNTRY: PERSONAL FREEDOM IN AMERICA AFTER SEPTEMBER 11*
Akashic Books, 2002, 250 pp.

**Halberstam, David**
*FIREHOUSE*
Hyperion, 2002, 224 pp.

**Hanson, Victor Davis**
*AN AUTUMN OF WAR: WHAT AMERICA LEARNED FROM SEPTEMBER 11 AND THE WAR ON TERRORISM*
Vintage Anchor Publishing, 2002, 240 pp.

**Harmon, Christopher C.**
*TERRORISM TODAY*
Frank Cass, 2000, 316 pp.

**Heyen, William and others**
*SEPTEMBER 11, 2001: AMERICAN WRITERS RESPOND*
Etruscan Press, 2002, 440 pp.

**Heymann, Philip B.**
*TERRORISM AND AMERICA: A COMMONSENSE STRATEGY FOR A DEMOCRATIC SOCIETY*
MIT Press, 2000, 208 pp.

**Kornbluth, Jesse and Jessica Papin, editors**
*BECAUSE WE ARE AMERICANS: WHAT WE DISCOVERED ON SEPTEMBER 11, 2001*
Warner Books, 2001, 200 pp.

**Lansford, Tom**
*NATO's RESPONSE TO THE TERRORIST ATTACKS ON THE UNITED STATES: ALL FOR ONE*
Ashgate Publishing Company, 2002, 220 pp.

**Lieber, Robert J.**
*EAGLE RULES? FOREIGN POLICY AND AMERICAN PRIMACY IN THE TWENTY-FIRST CENTURY*
Prentice Hall PTR, 2001, 384 pp.

**Lutnick, Howard and Tom Barbash**
*ON TOP OF THE WORLD: CANTOR FITZGERALD AND 9/11: A STORY OF LOSS AND RENEWAL*
HarperCollins, 2002, 352 pp.

**McCourt, Frank**
*BROTHERHOOD*
Sterling Publications, 2001, 240 pp.

**Mote, Kevin, compiler**
*ANNOTATED BIBLIOGRAPHY OF GOVERNMENT DOCUMENTS RELATED TO THE THREAT OF TERRORISM & THE ATTACKS OF SEPTEMBER 11, 2001*
Oklahoma Department of Libraries, 2002, 95 pp.
*Available at: http://www.odl.state.ok.us/usinfo/terrorism/911.htm*

**Nye, Joseph S.**
*THE PARADOX OF AMERICAN POWER: WHY THE WORLD'S ONLY SUPERPOWER CAN'T GO IT ALONE*
Oxford University Press, 2002, 240 pp.

**O'Hanlon, Michael E. and others**
*PROTECTING THE AMERICAN HOMELAND: A PRELIMINARY ANALYSIS*
Brookings Institution Press, 2002, 108 pp.

**Pillar, Paul R. and Michael H. Armacost**
*TERRORISM AND U.S. FOREIGN POLICY*
Brookings Institution Press, 2001, 272 pp.

**Pleszcynski, Wladyslaw, editor**
*OUR BRAVE NEW WORLD: ESSAYS ON THE IMPACT OF SEPTEMBER 11*
Hoover Institution Press, 2002, 144 pp.

**Rose, Gideon and James F. Hoge, Jr., editors**
*HOW DID THIS HAPPEN? TERRORISM AND THE NEW WAR*
Public Affairs, 2001, 352 pp.

**Rosenblatt, Roger**
*WHERE WE STAND: 30 REASONS FOR LOVING OUR COUNTRY*
Harcourt Trade Publishers, 2002, 208 pp.

**Salon.com Editors**
*AFTERWORDS: STORIES AND REPORTS FROM 9/11 AND BEYOND*
Atria Books, 2002, 288 pp.

**Simon, Jeffrey D.**
*THE TERRORIST TRAP: AMERICA'S EXPERIENCE WITH TERRORISM*
Indiana University Press, 2001, 484 pp.

**Talbott, Strobe, editor**
*THE AGE OF TERROR: AMERICA AND THE WORLD AFTER SEPTEMBER 11*
Basic Books, 2002, 232 pp.

**United States. Congress. House Committee on Government Reform Staff**
*PREPARING FOR THE WAR ON TERRORISM: HEARING BEFORE THE HOUSE COMMITTEE ON GOVERNMENT REFORM, HOUSE OF REPRESENTATIVES, ONE HUNDRED SEVENTH CONGRESS, FIRST SESSION, SEPTEMBER 24, 2001*
United States Government Printing Office, 2002, 182 pp.
*Available at: http://reform.house.gov/hearings.htm*

**Wakin, Edward**
*BETTING ON AMERICA: WHY THE U.S. CAN BE STRONGER AFTER SEPTEMBER 11*
Financial Times/Prentice Hall, 2002, 274 pp.

**Wilkinson, Paul**
*TERRORISM VERSUS DEMOCRACY: THE LIBERAL STATE RESPONSE*
Frank Cass, 2001, 255 pp.

**Zelizer, Barbie and Stuart Allan, editors**
*JOURNALISM AFTER SEPTEMBER 11*
Routledge, 2002, 288 pp.

## ARTICLES

**Aftergood, Steven and Henry Kelly**
*MAKING SENSE OF INFORMATION RESTRICTIONS AFTER SEPTEMBER 11*
FAS Public Interest Report, Vol. 55, No. 2, March/April 2002, pp. 1-2, 12

**Berns, Walter**
*FROM THE ASHES, PATRIOTISM REBORN*
The Boston Globe, September 23, 2001, p. D2
*Available at http://www.press.uchicago.edu/News/911berns.html*

**Cooper, Mary H.**
*FOREIGN AID AFTER SEPT. 11*
The CQ Researcher, Vol. 12, No. 16, April 26, 2002, pp. 361-392

**Easterbrook, Gregg**
*SAFE DEPOSIT: THE CASE FOR FOREIGN AID*
The New Republic, Vol. 227, No. 5, July 29, 2002, pp. 16+

**Easterly, William**
*THE CARTEL OF GOOD INTENTIONS*
Foreign Policy, No. 131, July/August 2002, pp. 40-49

**Gorman, Siobhan**
*POWER TO THE GOVERNMENT*
National Journal, Vol. 34, No. 30, July 27, 2002, pp. 2242-2246

**Graham, Carol**
*CAN FOREIGN AID HELP STOP TERRORISM? NOT WITH MAGIC BULLETS*
The Brookings Review, Vol. 20, No. 3, Summer 2002, pp. 28-32
*Available at http://www.brookings.org/press/REVIEW/summer2002/graham.htm*

**Heymann, Philip B.**
*CIVIL LIBERTIES AND HUMAN RIGHTS IN THE AFTERMATH OF SEPTEMBER 11*
Harvard Journal of Law and Public Policy, Vol. 25, Spring 2002, pp. 441-456

**Klinger, David A. and Dave Grossman**
*RESPONSES TO THE SEPTEMBER 11 ATTACKS: WHO SHOULD DEAL WITH FOREIGN TERORISTS ON U.S. SOIL?: SOCIO-LEGAL CONSEQUENCES OF SEPTEMBER 11 AND THE ONGOING THREAT OF TERRORIST ATTACKS IN AMERICA*
Harvard Journal of Law and Public Policy, Vol. 25, Spring 2002, pp. 815-834

**Landgraf, Kurt M.**
*INTERNATIONAL EDUCATION: THE BEST DEFENSE AGAINST TERRORISM*
The Washington Post, July 26, 2002, p. A31
*Available at http://www.ets.org/aboutets/issues13.html*

**Lum, Lydia**
*A RENEWED INTEREST*
Black Issues in Higher Education, Vol. 19, No. 6, May 9, 2002, pp. 24-27

**Masci, David and Patrick Marshall**
*CIVIL LIBERTIES IN WARTIME*
The CQ Researcher, Vol. 11, No. 43, December 14, 2001, pp. 1017-1040

**Nacos, Brigitte**
*TERRORISM, THE MASS MEDIA, AND THE EVENTS OF 9-11*
Phi Kappa Phi Forum, Vol. 82, No. 2, Spring 2002, pp. 13-19

**Parker, Richard D.**
*HOMELAND: AN ESSAY ON PATRIOTISM*
Harvard Journal of Law and Public Policy, Vol. 25, Spring 2002, pp. 407-427

**Peterson, Andrew**
*FOREIGN AID REFORM IS CRUCIAL TO THE UNITED STATES' CAMPAIGN AGAINST TERRORISM*
CSIS Prospectus, Vol. 3, No. 1, Spring 2002
*Available at http://www.csis.org/pubs/prospectus/02spring_peterson.htm*

**Putnam, Robert**
*BOWLING TOGETHER; THE UNITED STATE OF AMERICA*
The American Prospect, Vol. 13, No. 3, February 11, 2002, pp. 20-22

**Rosenblatt, Roger**
*AMERICANS' DIGNITY HAS BEEN ON DISPLAY SINCE SEPT. 11*
The Seattle Post-Intelligencer, July 7, 2002, p. E1

**Rumsfeld, Donald H.**
*TRANSFORMING THE MILITARY*
Foreign Affairs, Vol. 81, No. 3, May/June 2002, pp. 20-32

**Sheler, Jeffery L. and others**
*FAITH IN AMERICA*
U.S. News & World Report, Vol. 132, No. 15, May 6, 2002, pp. 40-49

**Ward, Geoffrey C.**
*MONGREL NATION: TIME AND AGAIN, AMERICA HAS DEMONSTRATED A RESILIENCE THAT IS ROOTED IN THE REMARKABLE DIVERSITY OF HER PEOPLE*
Smithsonian, Vol. 32, No. 8, November 2001, pp. 18-19
*Available at http://www.smithsonianmag.si.edu/smithsonian/issues01/nov01/presence.html*

**Wechsler, William**
*LAW IN ORDER: RECONSTRUCTING U.S. NATIONAL SECURITY*
The National Interest, No. 67, Spring 2002, pp. 17-28

**Wedgwood, Ruth**
*AL QAEDA, TERRORISM, AND MILITARY COMMISSIONS*
The American Journal of International Law, Vol. 96, April 2002, pp. 328-337

# Sites Internet

**Association of American University Presses**
**Books for Understanding**
*http://www.aaupnet.org/news/bfu/september11.html*

**Brookings Project on Terrorism and American Foreign Policy**
*http://www.brook.edu/dybdocroot/terrorism/*

**Coalition Information Centers**
**The Global War on Terrorism: The First 100 Days**
*http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/12/100dayreport.pdf*

**Federation of American Scientists**
*http://www.fas.org/terrorism/index.html*

**Federation of American Scientists**
**Intelligence Resource Program**
*http://www.fas.org/irp/threat/terror.htm*

**FirstGov**
**America Responds to Terrorism**
*http://firstgov.gov/Topics/Usgresponse.shtml*

**InterAction**
**American Council for Voluntary International Action**
*http://www.interaction.org/*

**International Center of Photography**
**Aftermath:**
**Photography in the Wake of September 11**
*http://www.icp.org/exhibitions/aftermath/events.html#archive*

**Law Library Resource Exchange: 9-11-2001 News and Legal Resources**
*http://www.llrx.com/newstand/wtc.htm*

**Library of Congress**
**September 11 Web Archive**
*http://september11.archive.org/*

**Library of Congress**
**THOMAS: Legislative Information on the Internet Legislation Related to the Attack of September 11, 2001**
*http://thomas.loc.gov/home/terrorleg.htm*

**Meyerowitz, Joel**
**After September 11: Images from Ground Zero**
Sponsored by the U.S. Department of State, Bureau of Educational and Cultural Affairs
*http://www.911exhibit.state.gov/index.cfm*

**Museum of the City of New York**
**Smithsonian National Museum of American History**
*http://www.911history.net/*

**National Security Archive**
**The September 11th Sourcebooks**
**Online Readers on Terrorism, Intelligence and the Next War**
*http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/sept11/*

**New York Newsday**
**New York City Rebuilds**
*http://www.newsday.com/other/special/ny-rebuilds-main.htmlstory*

**U.S. Department of Defense**
**Defend America**
*http://www.defendamerica.mil/*

**U.S. Department of Defense**
**Defense Link**
*http://defenselink.mil/*

**U.S. Department of State**
**Countering Terrorism**
*http://www.state.gov/s/ct/c4291.htm*

**U.S. Department of State**
**Diplomacy and the Global Campaign Against Terrorism**
*http://www.state.gov/coalition/*

**U.S. Department of State**
**Rewards for Justice**
*http://www.rewardsforjustice.net/*

**U.S. Department of State**
**Office of International Information Programs**
**Response to Terrorism**
*http://usinfo.state.gov/topical/pol/terror/*

**U.S. Federal Bureau of Investigation**
**War on Terrorism**
*http://www.fbi.gov/terrorinfo/terrorism.htm*

**University of Chicago Press**
**The Days After**
*http://www.press.uchicago.edu/News/daysafter.html*

**White House**
**America Responds**
*http://www.whitehouse.gov/response/*

**White House**
**Millennium Challenge Account-Helping Developing Nations**
*http://www.whitehouse.gov/infocus/developingnations/*

# 11 Septembre
# Un an plus tard

Revue électronique spéciale du département d'Etat des Etats-Unis

Septembre 2002